Revue de presse

Articles publiés entre le 25 juillet et le 8 août 2014

COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Edition spécial

Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de la COI Moroni, Union des Comores 23 août 2014.....2

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

édito

par Jean Paul Arouff



Un avenir commun

Nous sommes plus de 25 millions et nous sommes voisins. Pourtant, nous n'arrivons pas, du moins pas de manière efficace, à réfléchir à notre avenir commun. Ce n'est pas l'envie qui manque, mais plutôt une réelle volonté à construire ensemble.

Certes, le tourisme, moteur de croissance par excellence pour les îles de l'océan Indien, a pu nous inciter à commencer à regarder dans une même direction à travers le concept îles Vanille, mais il est évident que nous ne pouvons pas encore parler de convergence.

Pour y parvenir, nous devons comprendre que la compétition n'est pas entre les Seychelles, Madagascar, Maurice et La Réunion, mais mondiale. Selon l'Organisation mondiale du tourisme, le nombre d'arrivées touristiques internationales devrait croître de 4 à 4,5 % cette année. Ils iront où ces touristes ? Comment faire pour en capter une partie ? Des questions qui devraient nous intéresser alors que nos différentes destinations sont toujours sous l'influence de la crise globale.

Outre les marchés traditionnels, qu'avons-nous à offrir aux marchés émergents sur lesquels nous cherchons à nous positionner ? La réponse logique serait des combinés. D'autant plus que les îles sont séparées, dans certains cas, de quelques centaines de kilomètres seulement et offrent des attraits différents. Un touriste devrait, par exemple, être en mesure de poser ses valises sur les plages mauriciennes et reprendre l'avion pour aller voir le volcan à La Réunion.

Les combinés nous donnent la possibilité de transformer la région de l'océan Indien en une multi-destination. Mais là encore, l'imagination seule ne suffira pas. Il y a des obstacles à franchir avant de pouvoir profiter pleinement du potentiel des combinés. La connectivité aérienne en est un.

La Commission de l'océan Indien, sous l'impulsion de son Secrétaire général, Jean Claude de l'Estrac, milite pour la création d'une ligne aérienne régionale. Loin d'être saugrenue, l'idée qui vise surtout à sensibiliser l'opinion sur la nécessité de désenclaver cette partie du monde mérite certainement d'être creusée. Malgré le fait qu'il n'est pas toujours évident d'avoir des discussions rationnelles sur des problématiques touchant aux intérêts nationaux, il est temps de réfléchir sur les diverses options pouvant faciliter la circulation des gens et des marchandises entre les îles de la région.

Le changement climatique et son impact sur nos territoires respectifs est une autre question qui nécessite une attention commune. Après avoir laissé la responsabilité de discuter de ce problème aux pays du Nord, avec le résultat que nous connaissons, il est l'heure pour nous, îliens, de faire entendre nos voix de manière plus forte. Car paradoxalement, même si nous ne sommes pas les plus gros pollueurs de la planète, nous figurons parmi les victimes.

Une reconsidération de notre vision de la coopération Sud-Sud dans ce cas précis pourrait ouvrir de nouvelles perspectives de collaboration et de transfert de connaissances avec les puissances émergentes qui ne sont pas insensibles au positionnement géostratégique de nos îles.

La nouvelle administration indienne, qui cherche actuellement à trouver ses marques sur le plan international, peut non seulement nous aider dans ce genre de réflexions, vu le nombre de laboratoires d'idées dont dispose la Grande péninsule, mais aussi nous encadrer dans le développement et l'acquisition des énergies renouvelables. Car nous n'avons pas les moyens et encore moins l'expertise voulus dans certains pays du bassin océan Indien, contrairement à La Réunion, qui est beaucoup plus avancée dans le domaine des énergies nouvelles.

Faire avancer l'agenda régional devient encore plus pertinent dans un contexte marqué par de profonds bouleversements au niveau de la structure économique mondiale. D'autres régions l'ont compris avant nous et ont mis en place des blocs commerciaux ainsi que des plates-formes d'échanges voire de libre-échange afin de mieux faire face au ralentissement global.

Gageons que le sommet reprogrammé de la COI aux Comores saura braquer les projecteurs sur les vrais défis qui nous guettent et contribuera à sensibiliser tout un chacun sur notre intérêt commun.

Al-watwan
Le premier journal des Comores

Sommet de la Coi : Cinq chefs d'Etat et de gouvernement seront à Moroni le 23 août

Les craintes ont été vite dissipées. Les chefs d'Etat et de gouvernement des quatre autres pays de la Commission de l'océan indien (Coi) seront bien présents à Moroni, avec leur homologue comorien, le 23 août prochain pour prendre part au IVe sommet de l'Organisation de la sous-région. Après la confirmation de la venue aux Comores du président français, François Hollande, ses homologues malgache et Seychellois, respectivement Hery Rajaonarimampianina et James Michel, ainsi que le Premier ministre mauricien Navin Ramgoolam auraient eux-aussi donné un avis favorable à leur participation à ce grand rendez-vous dans la capitale des Comores.



LEMAURICIEN.COM
INDÉPENDANT D'INFORMATION ET D'OPINION

JEAN CLAUDE DE L'ESTRAC, SG de la Commission de l'océan Indien : « Le sommet de la COI aura lieu le 23 août à Moroni»

5 août, 2014



Le sommet de la Commission de l'océan Indien (COI), qui n'a pu avoir lieu le 26 juillet dernier en raison du crash d'un avion d'Air Algérie, aura lieu le 23 août prochain. Cette catastrophe aérienne, qui a fait quelque 118 victimes dont des Français, a forcé le président de la République française, François Hollande, à reporter sa tournée dans l'océan Indien. La COI avait décidé de reporter le sommet en solidarité avec la France. Le secrétaire général de la Commission de l'océan Indien Jean-Claude de l'Estrac nous parle de l'agenda de ce sommet.

Pouvez-vous confirmer que le sommet de la Commission de l'océan Indien aura finalement lieu ce mois-ci ?

Oui, et à notre grande satisfaction. J'ai été informé vendredi par le ministre des Affaires étrangères de l'Union des Comores que suite à des consultations avec l'Élysée, le président Hollande avait indiqué sa disponibilité à participer aux travaux du sommet le 23 de ce mois. Le président Ikililou Dhoinine avait souhaité que le sommet se tienne rapidement après le report provoqué par la tragédie qui avait affligé la France.Les chefs d'État et de gouvernement consultés ont tous donné leur accord malgré leurs agendas très chargés.

Est-ce que l'agenda arrêté lors du dernier conseil des ministres de la COI est maintenu ?

Le conseil des ministres préparatoire au sommet avait été également reporté. J'ai consulté la présidente du conseil, Mme Arizoa Razafiramo, ministre des Affaires étrangères de la République de Madagascar, et il est convenu qu'un conseil ministériel se tiendra le 22 août. Mais les questions à débattre ont déjà fait l'objet de discussions lors de deux autres réunions préparatoires, l'une à Moroni en avril, l'autre à Antananarivo au mois de juillet. Il ne devrait pas y avoir des changements.

Pouvez-vous élaborer plus longuement sur les points forts de cet agenda ?

Le secrétariat général a soumis à l'examen du conseil des ministres une dizaine de propositions nécessitant des validations politiques. Elles portent sur les questions prioritaires du moment. Il s'agit du rôle politique et diplomatique de la COI au service de la stabilité et du développement régional, de la question clé de la connectivité — aérienne, maritime, numérique — de la sécurité maritime, de la sécurité alimentaire régionale, des problèmes des petits États insulaires en développement à la vieille du sommet des Samoa où la COI présentera un plaidoyer non seulement au nom de ses pays membres mais aussi au nom des autres pays insulaires d'Afrique et de l'océan Indien.Les ministres examineront également la question d'une modification des statuts pour accueillir des « observateurs ».Le conseil examinera à nouveau une proposition de recherche de financements que nous qualifions « d'innovants » pour assurer le bon fonctionnement de notre organisation, la pérennisation de nos projets et pour satisfaire les nouvelles exigences de nos bailleurs. Le conseil prendra également acte des modalités de financement des projets par le Fonds européen de développement, notre principale source de financement de projets.

La sécurité dans la région du sud-ouest de l'océan Indien sera-t-elle un point fort du sommet, et quel sera le rôle de la France ?

Les problèmes de sécurité, en particulier la sécurité maritime, sont une préoccupation permanente de la COI. La sécurité, comme chacun sait, est une condition préalable au développement économique et aux échanges commerciaux.

Dans le cadre d'un programme financé par l'Union européenne pour sécuriser la région, la COI et trois autres organisations régionales de l'Afrique orientale et australe, soit le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA), la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC) et l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) mettent en œuvre un programme commun. La COI est plus particulièrement chargée de coordonner la mise en place d'un mécanisme de coordination régionale de surveillance de la zone maritime et d'un système régional d'échanges d'informations maritimes. C'est dans ce contexte que nous déciderons bientôt de la localisation d'un centre régional de fusion d'informations maritimes.

Nous sommes également impliqués dans la mise en place d'un centre régional de coordination de l'action en mer afin de mener des opérations de surveillance maritimes conjointes. Nous travaillons naturellement avec tous les États concernés, en particulier ceux de la région de l'Afrique orientale et australe. Et compte tenu de ses intérêts dans cette région du monde, la France porte une attention particulière à cette question.

Est-ce que le concept de l'indianocéanie dans ses dimensions politique, économique et sociale est bien compris par tous les pays membres ?

Oui, je le pense. Nous avons accompli ces dernières années une révolution culturelle en obtenant que les pays de la région s'approprient le concept, enracinent leur présence et leurs ambitions nationales dans la revendication d'une identité indianocéanienne partagée, devenue de fait le socle et le tremplin de leur avenir. Vous parlez de dimension politique et économique, mais il faut d'abord souligner la dimension culturelle. Ce qui nous rassemble, bien plus que la géographie, c'est l'histoire et la culture. Quelques-uns parmi nous parlent de cette indianocéanie avec des accents émouvants. Je vous invite à lire la lettre ouverte du Réunionnais Paul Hoarau, adressée aux chefs d'États et de gouvernement de la COI à l'occasion du sommet.

Est-ce que le fait que La Réunion, département français, soit une région ultrapériphérique européenne affecte ce projet ?

Mais pas du tout, je viens de vous référer à un chantre de l'indianocéanie, il est Réunionnais, et il n'est pas le seul. Ce n'est pas étonnant, Paris a toujours manifesté sa volonté de voir La Réunion bien s'intégrer dans son environnement géographique immédiat. Et concrètement, il faut savoir

qu'une part de l'aide de l'Union européenne à la Région Réunion est justement destinée à promouvoir sa participation aux projets de coopération régionale. C'est ce qui fait que le ministre des Affaires étrangères français, Laurent Fabius, parle de « réussite collective » lorsqu'il évoque les réalisations de la COI.

Et Mayotte dans tout cela ?

Mayotte n'est pas un sujet COI. Le conseil des ministres considère, depuis plusieurs années, que le contentieux franco-comorien sur la question doit être traité au plan bilatéral. Cette règle est strictement respectée.

Qu'en est-il du changement d'appellation ?

Pas d'amalgame, s'il vous plaît. Ces deux questions ne sont aucunement liées même si certains persistent à le croire.

L'idée d'un changement d'appellation est évoquée officiellement depuis le 28e conseil de ministres. Elle est née de la volonté de donner à la COI une nouvelle identité plus proche de sa réalité et de ses ambitions. Personne n'est contre mais l'Union des Comores veut d'abord s'assurer que ce changement n'implique aucune autre conséquence que celle qui est explicitement prévue. C'est pourquoi elle a demandé que la question soit étudiée lors d'un conseil extraordinaire. Les Comores souhaitent même que ce changement, s'il devait se faire, soit l'occasion d'ouvrir la voie à un processus d'intégration régionale.

Le gouvernement et l'opposition mauriciens ont affirmé qu'ils opposeront un non catégorique à toute tentative de Sri Lanka de se joindre à la COI…

La question n'est pas d'actualité**.** Suite à une étude menée sur la question de l'élargissement, le conseil des ministres est en présence de l'option de création d'un statut d'observateur. Si ce statut est créé, il demeure que l'Accord de Victoria prévoit que toute demande d'adhésion par un État — le texte précise même « ou Entité de la Région » – devra être approuvée « à l'unanimité ». Les pays membres du conseil ont donc une totale maîtrise de la question.

http://www.lemauricien.com/article/jean-claude-l-estrac-sg-la-commission-l-ocean-indien-sommet-la-coi-aura-lieu-23-aout-moroni

actualité
Business Magazine océan Indien Comores

Comores : le sommet de la COI reprogrammé pour le 23 août

Après un premier rendez-vous raté, les Comores se préparent une nouvelle fois à accueillir le sommet de la COI. L'archipel compte utiliser cet événement comme plate-forme pour améliorer sa visibilité dans la région.



Minute de silence observée lors de la réunion d'information, le 25 juillet, à Moroni.

Branle-bas après l'annulation du sommet

L'annonce du report du sommet a provoqué un branle-bas à l'hôtel Itsandra le vendredi 25 juillet. Les membres de la presse régionale étaient à pied d'œuvre pour prendre des commentaires des principaux représentants de la COI et de Claudine Ledoux, ambassadrice déléguée à la coopération dans la zone océan Indien et représentante du ministère français des Affaires étrangères.

Solidarité envers les victimes du crash d'Air Algérie oblige, le quatrième sommet de la Commission de l'Océan Indien (COI) avait été annulé à la dernière minute. Le 25 juillet, le ministre des Affaires étrangères comorien, El Anrif Said Hassane, annonçait à Moroni que le conseil des ministres et le sommet étaient renvoyés à une date ultérieure. Jean-Claude de l'Estrac, le secrétaire général de la COI, déclarait alors que le sommet se tiendrait dans le courant de la troisième semaine d'août.

La mise en place n'aura pas tardé. Jean Claude de l'Estrac a confirmé à notre confrère *l'express* que le sommet de la COI aura lieu le 23 août aux Comores.

L'annulation du sommet avait ruiné des mois de préparation. Le président français, François Hollande, qui avait prévu un déplacement dans les départements français de l'océan Indien avant de participer aux travaux du sommet de Moroni, devait finalement annuler son voyage suivant le crash aérien où l'on a dénombré 54 Français parmi les 118 victimes.

HOLLANDE CONFIRME SA PRÉSENCE

Pour les Comoriens, l'annulation du Sommet était une petite déception. L'archipel avait mobilisé notamment son ministère de l'Intégration régionale et des Affaires extérieures (Mirex) et les forces de l'ordre pour accueillir chefs d'État et de gouvernement et délégations étrangères. Le ministre des Affaires étrangères comorien devait toutefois déclarer que *« ce n'est pas une déception, c'est un devoir pour nous d'être solidaires avec la France de montrer que nous sommes avec ce pays frère, avec ce pays ami (…) Donc, je me réjouis de voir que tous les pays de l'océan Indien ont manifesté leur solidarité avec nos amis français. »*

Le rideau est désormais tiré. Pour les Comores, l'organisation de ce sommet revêtira une importance particulière car l'archipel souhaite envoyer un signal fort au monde pour démontrer son engagement à la défense de la cause régionale. La Grande Comore et sa capitale Moroni en particulier sont fières d'accueillir un événement de cette envergure pour la première fois de leur histoire.

Du côté de la France, un communiqué de l'Élysée confirme que le chef de l'État, François Hollande, se rendra le jeudi 21 août à La Réunion. Il sera le vendredi à Mayotte, devenu en 2011 le 101e département français, et participera le samedi 23 au sommet de la COI à Moroni.

Le sommet devrait permettre d'aborder plusieurs enjeux régionaux centrés autour de la connectivité et la circulation régionales, des petits États insulaires en développement, de l'indianocéanie – son identité et sa promotion –, de la transformation de la COI en une « *communauté* », du renforcement de la capacité d'action de la COI, de la question de financement dans le contexte du 11e Fonds européen de développement et de la nécessité de trouver des sources de financement pérennes et innovantes pour la COI.

Plusieurs rencontres bilatérales sont à l'agenda, dont le tête-à-tête Ramgoolam-Hollande. Les deux hommes devaient discuter de sujets d'actualité comme la coopération France-Maurice, la consolidation de la COI et la collaboration France-Afrique, ainsi que la candidature de Jean Claude de l'Estrac au poste de secrétaire général de la Francophonie.

LINFO.RE

Le sommet du COI est confirmé pour ce 23 août

5.08.2014



Cette fois c'est confirmé, le quatrième sommet du COI se déroulera le 23 août sans aucune possibilité de report.

Les chefs d'état de l'océan Indien ainsi que le gouvernement de la commission organisatrice de la réunion vont se retrouver à Moroni. François Hollande, le président de la république française, sera cette fois officiellement présent pour ce coup-ci. Il y a de cela une semaine, l'hôte de l'Elysée a dû annuler son voyage pour ce quatrième sommet en raison du crash d'Air Algérie au Mali. Le bilan était lourd, 51 français ont perdu la vie.

Le report du quatrième sommet a alors été occasionné par cet accident, le 26 juillet dernier. Cette fois, le ministère des relations extérieures a déclaré que la tenue de la rencontre se déroulera le 23 août prochain à Moroni. Le chef d'état français a d'ailleurs confirmé sa présence, comme le mentionne le site *Africatime.com*. « *Nous avons déjà l'accord de principe. Le sommet se tiendra le 23 Août prochain. Contrairement aux gens qui disaient que le sommet était annulé, je vous confirme qu'il aura lieu en ce mois d'Août* », annonce Mouigni Abdou, Conseiller à la communication au ministère des relations extérieures.

Pour sa tournée de l'océan Indien, François Hollande avait décidé d'avancer les dates. Il prévoirait ainsi de visiter l'île de la Réunion le jeudi 21 Août et sera en partance pour Mayotte le lendemain. De Mayotte, il se déplacera pour aller à Moroni, assister au 4ème sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de la COI le samedi 23 Août.

http://www.linfo.re/ocean-indien/les-comores/649016-le-sommet-du-coi-est-confirme-pour-ce-23-aout-prochain

lexpress.mu
online. ontime.

COI : le sommet fixé le 23 août ?

3 Août 2014



Réunion à Moroni en juillet dernier dans le cadre de la tenue prochaine du Sommet de la COI.

Le sommet de la Commission de l'océan indien devait avoir lieu le 25 juillet, avait été renvoyé en raison de l'indisponibilité du président français, François Hollande, retenu à Paris à la suite du crash de l'avion d'Air Algérie. L'événement devrait avoir lieu le 23 août, a précisé le secrétaire général de l'organisme, Jean-Claude de l'Estrac. Ce dernier affirme avoir reçu cette information jeudi à travers le ministère des Affaires étrangères des Comores.

Interrogé sur les craintes du leader de l'opposition sur la question de Mayotte – surtout sur la nécessité que les pays souverains, membres de la Commission, accordent leurs violons au risque que ce sommet ne «*se gâte*» –, Jean Claude de l'Estrac a affirmé que cela fait plusieurs années qu'un accord a été signé entre la France et les Comores.

Cet accord stipule que la souveraineté de Mayotte est considérée comme une question bilatérale. Du coup, dit-il, ce sujet ne sera pas abordé durant le sommet.

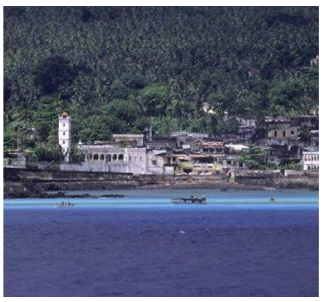
http://www.lexpress.mu/article/250336/coi-sommet-fixe-23-aout

LINFO.RE

Le coût du 4e sommet de la COI estimé à 1 million d'euros

7.08.2014

COMMISSION DE L'OCÉAN INDIEN



L'archipel des Comores a préparé le 4e sommet de la COI depuis des mois. A ce jour, la somme de près d'un million d'euros a été déboursée pour recevoir les chefs d'Etat.

Le sommet de la Commission de l'Océan indien, reporté fin juillet après le crash de l'avion d'Air Algérie, aura lieu à Moroni le 23 août, a annoncé

mardi le secrétaire général de la COI, Jean-Claude de l'Estrac. Un sommet qui a engendré des coûts d'environ 1 million d'euros.

Selon *Indian Ocean Times*, cette somme a été répartie dans la réhabilitation de certains bâtiments publics. Le palais présidentiel de Beit-Salam où est programmé le dîner protocolaire, l'Assemblée nationale où sera organisée la cérémonie d'ouverture ainsi que le ministère des Relations extérieures ont ainsi connu quelques travaux de rénovation.

Par ailleurs, le quotidien précise que les rues principales ont été nettoyées afin de recevoir les différents cortèges officiels. D'autres infrastructures ont été également améliorées, telle que la clinique de l'hôpital de Moroni qui a été adaptée aux besoins spécifiques liés aux cas d'urgences médicales de crise. Enfin, la villa où François Hollande résidera a aussi été rénovée. Celle-ci est implantée dans l'hôtel Cristal Itsandra Beach.

Le président Francois Hollande est attendu à la Réunion le 21 août, puis le lendemain à Mayotte, seule île des Comores restée française à l'indépendance de l'archipel en 1975. Mayotte est devenue en 2011 le 101è département français. Le dernier sommet date de 2005 et s'était réuni à Antananarivo, Madagascar

http://www.linfo.re/ocean-indien/les-comores/649126-le-cout-du-4e-sommet-de-la-coi-estime-a-1-million-d-euros

iciLome.com
Le portail togolais par excellence!

France / Déplacement du Président de la République dans l'Océan Indien

08/02/2014

Le voyage dans l'Océan indien (Ile de la Réunion, Mayotte et Comores) reporté en raison de la disparition du vol d'Air Algérie aura lieu les 21, 22 et 23 août 2014.

Le Président de la République se rendra sur l'Ile de la Réunion le jeudi 21 août. Il poursuivra son voyage à Mayotte le vendredi 22 août et participera le samedi 23 août au sommet de la Commission de l'Océan Indien (COI), à Moroni aux Comores

http://news.icilome.com/?idnews=788587&t=France-/-Deplacement-du-President-de-la-Republique-dans-l-Ocean-Indien

*IMAZPRESS
l'image au service de l'info

François Hollande à La Réunion : visite reportée à la fin du mois d'août

01/08/2014

Après avoir annulé au dernier moment sa visite à La Réunion prévue le 25 juillet dernier, François Hollande devrait finalement venir sur l'île à la fin de ce mois d'août. Selon le Journal de l'île de La Réunion, ce séjour présidentiel aurait été fixé aux jeudi 21 et vendredi 22 août 2014. Le chef de l'État devrait ensuite participer au IVe sommet de la Commission de l'océan Indien (COI), aux Comores, qui avait lui aussi été annulé fin juillet. Le report du déplacement du président de la République dans l'océan Indien avait été décidé suite au crash de l'avion d'Air Algérie au Mali dans lequel 54 Français ont péri.



Le déplacement de François Hollande dans l'océan Indien devrait donc avoir lieu avec un mois de retard par rapport aux dates initialement prévues. Le président de la République n'en sera que plus attendu, notamment à La Réunion, où il ne manquera pas d'être interpellé par les usagers de la mer sur la problématique requin, par l'intersyndicale sur les problèmes économiques et sociaux ou encore par les planteurs sur la question des quotas sucriers.
Si les dates de cette visite au mois d'août étaient confirmées, le président de la République arriverait à La Réunion en pleine rentrée scolaire, prévue le 21 août pour les enseignants et le 22 août pour les élèves.

L'annulation de la visite du président de la République le 25 juillet dernier suite au crash de l'avion d'Air Algérie au Mali avait suscité pas mal de déceptions à La Réunion, mais aussi à Mayotte ou aux Comores, où François Hollande devait participer au IVe sommet de la Commission de l'océan Indien (COI) qui avait lui aussi dû être reporté. Il devrait finalement avoir lieu le vendredi 22 août, en présence du chef d'Etat français

http://www.ipreunion.com/francois-holland-a-la-reunion/reportage/2014/08/01/apres-l-annulation-du-voyage-presidentiel-dans-l-ocean-indien-le-25-juillet-francois-hollande-a-la-reunion-la-visite-reportee-a-la-fin-du-mois-d-ao-t,26577.html

réunion 1ère

Le président des Comores propose d'organiser le IV sommet de la COI fin Août à Moroni

30/07/2014

Le président des Comores attend l'aval des quatre autres présidents pour fixer un nouveau sommet de la COI. Le IVe devait avoir lieu en Juillet à Moroni. Il a été annulé suite au crash de l'avion d'Air Algérie et l'annulation de la venue du président.



© Wikipédia Moroni, capitale des Comores, doit accueillir le IVème sommet de la COI

- La visite de François Hollande était très attendue dans le pays, où la situation de l'île française de Mayotte suscite encore beaucoup de débats. A Moroni, plusieurs banderoles accrochées dans les rues attendaient le président français. Des messages, souvent engagés, adressés directement au chef de l'Etat, comme le confirme Aït Ahmed Djalim, président de l'association Ngo Shawo (Mouvement de la jeunesse consciente) : « *Il y a une banderole qui disait : "Pertes humaines au large de Mayotte, quelle solidarité de la COI au peuple comorien ?". L'autre banderole disait : "Non a l'expulsion brutale de mineurs comoriens de Mayotte"* ».
- **Les Comores revendiquent l'île de Mayotte**
- L'Union des Comores, membre de la Commission de l'Océan indien et hôte du IVe sommet des chefs d'Etat de l'organisation, revendique toujours officiellement l'île de Mayotte, département français. Mayotte figure même, sur le drapeau comorien, pourtant, la plupart de ces banderoles, posées par l'association Ngo Shawo, ont disparu : « *Il y a une banderole qui a été décrochée, nous sommes partis la récupérer, la reposer le*

lendemain. D'autres n'ont pas eu le temps de tenir 24 heures », ajoute Ait Ahmed Djalim.

- **La commission deviendrait une communauté ?**
- A Moroni, beaucoup de Comoriens critiquent la décision du président Dhoinine de reporter le sommet de la COI, à cause de l'absence de François Hollande. Ils y voient un geste de faiblesse. Aux Comores, les revendications populaires ne changent pas : réintégration de Mayotte dans l'Union, suppression des visas entre les pays membres de la Commission de l'Océan Indien.
- Par ailleurs, les médias comoriens font état de discussions au sein de la COI pour rebaptiser l'organisation « Communauté des îles de l'océan Indien ». La porte ouverte, selon eux, à la reconnaissance et l'intégration de Mayotte, dans la COI, en tant que territoire français.

http://reunion.la1ere.fr/2014/07/30/le-president-des-comores-propose-d-organiser-le-iv-sommet-de-la-coi-fin-aout-moroni-173075.html

TRIBUNE LIBRE À L'OCCASION DU SOMMET DE LA COI



COMORES – FRANCE:
POUR UNE NOUVELLE COOPÉRATION FRANCHE ET DÉCOMPLEXÉE

Il est des moments qui interpellent la conscience de tout un chacun par rapport à des réalités environnantes. L'arrivée du Président de la République Française aux Comores, à l'occasion du Sommet des Chefs d'Etats et de gouvernement de la C.O.I. est une occasion à saisir pour engager un dialogue franc, honnête, décomplexé, constructif, durable, et profitable aux Comores et à la France. Certes, il ne s'agit pas d'une rencontre bilatérale franco-comorienne, mais l'arrivée du Président Hollande à Moroni est un signe de la bonne santé des relations entre nos deux pays, et surtout une aubaine à saisir pour approfondir ces relations avec une nouvelle philosophie et une vision épurée pour les 30 ou 50 prochaines années. Sur les relations séculaires entre nos deux pays, tout a été dit et redit, je ne vais pas m'atteler là-dessus, j'en laisse le soin aux spécialistes de l'Histoire et de la Géopolitique. J'ai envie de regarder vers l'avenir, et d'inviter toutes les Comoriennes et tous les Comoriens de regarder ensemble vers la même direction : le futur du pays. La France est à la fois notre premier partenaire et notre deuxième patrie, si ce n'est la première pour la plupart des Comoriens qui naissent, vivent, évoluent et meurent en France. Notre pays, engagé dans la voie de la démocratie et du développement, se trouve à la croisée des chemins. Nous avons besoin de pérenniser ces acquis, et de veiller à la stabilité et à la sécurité de notre archipel. Cela fait bientôt quarante ans que nous avons accédé à la souveraineté internationale, et les régimes et autres pouvoirs se succèdent avec les mêmes pratiques nauséabondes faites de gabegies et de détournements de deniers publics à tous les échelons de l'administration étatique. Ceux qui accèdent aux différentes fonctions de l'Etat ne font que piller ses caisses en s'enrichissant abusivement et insolemment, au détriment des Comoriens d'en-bas. Il est temps que ça change ! Cela fait bientôt quarante ans que le problème de l'île comorienne de Mayotte n'arrive pas à déboucher sur une solution cohérente, définitive et pacifique. Il est temps que ça change ! Pour ma part, en tant qu'artiste engagé, et citoyen militant qui me suis toujours battu pour le réveil des consciences, je pense qu'il faut éclairer le peuple sur ce qui est en train de se passer réellement. Les Comores se trouvent à l'aube d'une ère nouvelle faite de promesses, mais guettée par des dangers énormes. Des richesses minières tapent à notre porte. C'est à la fois source de prospérité, et de menaces avérées. Nous sommes un pays fragile et vulnérable, à la merci de tous les pirates internationaux. Nous avons besoin d'un partenaire comme la France pour protéger et défendre notre patrimoine en ressources pétrolières et gazières. Encore faut-il que cela se passe dans la transparence la plus totale et au bénéfice du peuple et non de ses dirigeants véreux et affamés. La France a besoin de nous, de notre poids géostratégique pour la stabilité dans la région, pour la sécurité dans le canal de Mozambique, et pour l'épanouissement de la C.O.I. La France a également besoin de notre diplomatie au sein de la Ligue des Etats Arabes, et de l'Organisation de la Conférence Islamique, ainsi que de notre voix dans plusieurs organisations régionales et internationales. Il est temps qu'on définisse de nouvelles règles du jeu de notre partenariat ! J'estime que la libre circulation des échanges des personnes et des biens au sein de notre archipel, et même au sein de notre organisation de l'océan indien doit devenir une réalité. Sinon, cela ne sert à rien de continuer à se mentir sur l'opportunité d'une C.O.I. si ce préalable n'est pas acquis. Si la France a la volonté, elle peut le faire. Et, elle doit le faire pour son intérêt, et pour la sauvegarde de ses intérêts dans la région. Il y a un sentiment anti-français qui commence à se faire sentir dans nos villages. Cela est dû à l'incompréhension et au flou dans le message que semble transmettre la France à notre pays. Ce qui fait le lit de certains réseaux fondamentalistes locaux en mal de jihad qui sont financés par des nébuleuses islamo-terroristes, et qui stigmatisent l'occident, et en premier lieu la France, désignée comme ennemie du peuple comorien à cause, entre autres, de la catastrophe permanente dans le bras de mer séparant Mayotte d'Anjouan. Ces pseudo-jihadistes s'adonnent également à semer la zizanie dans nos chaumières, en voulant « tuer » l'islam « comorien » tel qu'il a toujours été pratiqué dans nos îles depuis l'aube de notre religion, pour imposer un islam wahabbite, ahamédite, soudanite, syrite, alqaidite… et j'en passe. Il existe autant de courants que de barbus dans nos villages… Nous en avons marre de ces pseudo-soldats d'Allah qui ne font que propager la fitna dans nos villages ! S'ils sont honnêtes avec ce qu'ils prônent et véhiculent, qu'ils aillent se battre à Gaza, c'est là-bas où se passe la vraie guerre sainte. Qu'ils partent se battre aux côtés des Palestiniens ! Nous leur rendrons hommage ! Nous avons des problèmes plus primordiaux, de santé, d'éducation, de sécurité, bref, de tous les problèmes de survie que rencontrent le Comorien lambda de l'aube au crépuscule, pour manger dignement, se soigner normalement, encadrer correctement ses enfants, et dormir sereinement. Ce sont les priorités fondamentales pour notre pays. Ce sont bien entendu les objectifs de notre engagement. Et la France doit nous aider à atteindre ces objectifs, elle en a les capacités. Il s'agit d'un devoir de mémoire, un devoir de fraternité, un devoir de sécurité commune. La France doit renforcer son action aux Comores, et multiplier ses gestes de soutien et de solidarité en direction du peuple comorien. Des gestes concrets, palpables, visibles et profitables à la majorité des Comoriens. Les autorités comoriennes doivent plaider dans ce sens, et faire en sorte à ce que le Président Hollande puisse revenir dans nos terres, dans le cadre bilatéral, pour inaugurer une aube nouvelle dans nos relations resserénées. Si ceux qui détiennent l'autorité de l'Etat en ce moment et qui agissent au nom de la nation comorienne ne sont pas à la hauteur, alors la France peut trouver d'autres interlocuteurs. Des interlocuteurs honnêtes, engagés, qui ne traînent pas de casseroles, qui ont les mains propres, et qui partagent les valeurs de la République et de la démocratie.

Moustoifa IDAROUSSI, alias WANAMAH,
artiste combattant, militant pour les droits humains.

Comoros: The 4th Summit of the IOC has already cost around 1 million euros

August 7th 2014



The 4th Summit of the Indian Ocean Commission (IOC) which is planned to be held in Moroni on August 23, 2014, after a first report in late July has already cost about one million euros. The facades of public buildings have been bought and the main streets have been cleaned to receive different motorcades. The Beit-Salaam presidential palace where formal dinner, the National Assembly where will be held the opening ceremony as well as the Ministry of External Relations is scheduled also experienced a renovation project. The clinic of the hospital of Moroni has been adapted to the specific needs related to medical emergencies of crisis. And the villa located in the hotel Cristal Itsandra Beach will host in theory the president of the French Republic, François Holland, has also been renovated, as reported in the letter of the Indian Ocean. As a reminder, the 4th Summit of the the Indian Ocean Commission (IOC) which was opened on July 26, 2014 in the Comoros had been cancelled by Comorian president Ikililou Dhoinine, "as a sign of solidarity" in the wake of the air crash of the flight of Air Algeria AH 5017 above the northeast of Mali, which had cost the lives of about 50 French citizens on the night of 23 to 24 July. Francois Hollande, was following the tragedy announced the postponement of his trip in the Indian Ocean (Reunion, Comoros and Mayotte Island).

http://en.indian-ocean-times.com/Article-n-4199Comoros-The-4th-Summit-of-the-IOC-has-already-cost-around-1-million-euros_a4199.html

Al-watwan
Le premier journal des Comores

IVe Sommet de la Coi : tous les chefs d'Etats et de gouvernement de la région seront à Moroni le 23 août

Les craintes ont été vite dissipées. Les chefs d'Etat et de gouvernement des quatre autres pays de la Commission de l'Océan indien (Coi) seront bien présents à Moroni, avec leur homologue comorien, le 23 août prochain pour prendre part au IVe sommet de l'Organisation de la sous-région. Après la confirmation de la venue aux Comores du président français, François Hollande, ses homologues malgache et Seychellois, respectivement Hery Rajaonarimampianina et James Michel, ainsi que le Premier ministre mauricien Navin Ramgoolam auraient eux-aussi donné un avis favorable à leur participation à ce grand rendez-vous dans la capitale des Comores. C'est en tout cas ce qu'a annoncé, hier, le conseiller en communication du ministre des Relations extérieures, Mouigni Abdou. «*Nous avons enfin la réponse des quatre chefs d'Etats. Je peux vous confirmer qu'ils seront tous présents le 23 août à Moroni. Il nous reste maintenant à définir le programme des horaires*», a confié ce proche collaborateur du patron de la diplomatie comorienne.

Initialement prévu le 26 juillet dernier, cette quatrième rencontre des chefs d'Etats et de gouvernement a été reporté par le pays hôte, suite au crash de l'avion d'Air Algérie qui a contraint le président François Hollande à annuler son déplacement dans l'océan Indien, notamment aux Comores pour participer au sommet au nom de la France/Réunion.

La Coi a retenu comme thème principal «Indianocéanie, un avenir à bâtir ensemble». Le secrétaire général de la Coi, Jean Claude de l'Estrac, a mis en exergue l'importance de fluidifier la circulation des populations au sein des pays membres, lors de la réunion des Officiers permanents de liaison (Opl) tenue à Moroni le 24 juillet. C'est aussi sous la houlette de Jean Claude de l'Estrac que les tractations d'un changement de la dénomination de la Coi sont sur la table des discussions.

L'idée d'une Communauté des îles de l'Océan indien a été évoquée mais a reçu «poliment» une fin de non-recevoir de la part de la partie comorienne. «*On nous a mal compris. Nous n'avons jamais été opposés à ce qu'il y ait débat sur le sujet, nous avons juste demandé le report de ce thème*», soutenait un membre de la délégation comorienne. Certains partis d'opposition ont appelé à une définition du mot «communauté» avant un quelconque changement d'appellation. «*Nous entendons par Communauté une circulation sans contraintes des personnes et des biens entre les pays membres. Est-ce cela la proposition de la Coi?*», a rétorqué l'ancien ministre Houmed Msaidié. Toujours d'actualité, la question de l'île comorienne de Mayotte, occupée par la France depuis 1975, pourrait faire grincer des dents notamment du côté de la société civile.


Le ministre des Relations extérieures comorien et le Sg de la Coi

D'aucuns estiment que la visite de François Hollande aux Comores serait une occasion à ne pas rater pour rappeler les dizaines de milliers de morts dans le bras de mer entre l'île de Ndzuani et sa sœur de Mayotte.

Les gouvernements comoriens successifs ont tenté d'obtenir la suppression du visa Balladur instauré en 1995 entre les trois îles indépendantes et Mayotte administrée par l'ancien colonisateur souvent présenté comme «partenaire privilégié». En vain.

Toyb Ahmed

IV sommet de la Coi

La date du 23 août a été confirmée

Le ministère des Relations extérieures (Mirex) a annoncé avoir trouvé un «accord de principe» sur la tenue du IVe sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de la Commission de l'océan Indien (Coi) vers «fin aout» à Moroni. L'information a été confirmée, samedi, par le conseiller en communication du ministre des Relations extérieures, Mouigni Abdou. «*La commission d'organisation du sommet et le Mirex ont repris les travaux pour finaliser les derniers points relatifs à cet évènement. Nous pouvons affirmer aujourd'hui que le sommet aura bien lieu à Moroni vers la fin de ce mois d'août mais la date exacte n'a pas été arrêtée*», a-t-il confié.

Des médias français ont déjà avancé la date du 23 août pour l'organisation de la rencontre des chefs d'Etat et de gouvernement de la Coi. «*Nous avons adressé des correspondances à tous les pays membres de la Coi. Nous attendons la confirmation de tous les pays pour arrêter la date*» insiste-t-on au Mirex.

Pour rappel, l'accident du vol AH5017 d'Air Algérie, survenu le 24 juillet et qui a coûté la vie à 116 passagers et membres d'équipage dont 54 français est à l'origine du report du sommet qui devait alors se tenir 48 heures après. «*La France, membre de notre organisation régionale, et partenaire privilégié de nos pays, a été durement touchée par cette catastrophe aérienne. C'est pourquoi, en signe de solidarité, la décision a été prise de reporter le IV^e Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement*», a annoncé le patron de la diplomatie comorienne, El-Anrif Saïd Hassan, à la veille de l'organisation du grand évènement.

Selon les services de communications du Mirex, la campagne de mobilisation et de sensibilisation va reprendre dès cette semaine. Pour l'heure, le programme des activités n'a pas reçu de modifications. Ce quatrième grand rendez-vous des chefs d'Etat et de gouvernement de la Coi aura toujours comme thème : «Indianocéanie, un avenir à bâtir ensemble».


Les participants aux travaux du Conseil des ministres de la Coi

Le secrétaire général de la Coi a précisé, le 24 juillet dernier, lors de la réunion des Officiers permanents de liaison (Opl), que le thème central du sommet tournera autour de la «connectivité». «*Aujourd'hui, la mobilité au sein de l'espace Coi est problématique, le coût de transport est élevé, les échanges économiques et commerciaux sont difficiles; il faut faire quelque chose*», soutient Jean Claude de l'Estrac.

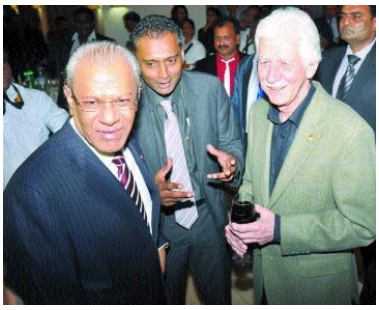
Par ailleurs, l'important dispositif sécuritaire sera reconduit dans l'axe routier de l'Aéroport International vers la capitale, a en croire toujours, le Mirex. «*Nous craignons une forte perturbation de la circulation routière dans cette période de célébrations des grands mariages*», a laissé entendre Mouigni Abdou.

Toyb Ahmed

Le matinal

COI : Maurice ne votera pas en faveur du Sri Lanka

25/07/2014



Le Premier ministre Navin Ramgoolam et le leader de l'Opposition Paul Bérenger au dîner organisé par la Tamil Temples Federation.

Le Premier ministre est catégorique. Le gouvernement mauricien ne votera pas pour que le Sri Lanka soit observateur de la Commission de l'Océan Indien

(COI) lors du quatrième sommet qui se tiendra fin juillet aux Comores. Le non respect des droits des Tamouls et la violence qui est exercée contre eux dans ce pays sont qualifiés d'inacceptable par le Premier ministre. Le Premier ministre Navin Ramgoolam a participé jeudi soir au dîner organisé par la Tamil Temples Federation à Phoenix, qui s'inscrit dans le cadre de la première conférence de la diaspora tamoule à Maurice. L'accent a aussi été mis sur l'unité nationale et la réforme électorale qui, selon lui, permettra de rassembler tous les Mauriciens.

L'intérêt national doit être pris en considération tout en suivant les procédures, dit-il. Il averti "les pyromanes qui veulent détruire cette unité en utilisant un langage non approprié". Pour le PM, il faut que tous les Mauriciens aient les mêmes droits et si quelqu'un sent que ses droits sont lésés, des institutions ont été mises en pla-ce pour que cette personne puis-se demander justice.

Pour le Premier ministre, la réforme électorale assurera que nous rassemblons tous les Mauriciens. Il a aussi parlé de l'augmentation du nombre de femmes au Parlement. Il rappelle qu'il n'avait pas accepté la proposition d'Air Mauritius en 2012 pour l'achat de nouveaux avions. "J'avais dit que je n'étais pas d'accord", précise-t-il. Selon lui, il fallait qu'une entreprise spécialisée dans l'aviation fasse une étude et propose une feuille de route. Navin Ramgoolam a déclaré qu'André Viljoen a mis en oeuvre le plan. "Il n'est pas aussi mauvais", dit-il. Ce plan, selon lui, a

permis à Air Mauritius de renouer avec des profits contre de lourdes pertes en 2012.

Paul Bérenger, leader de l'Opposition, a parlé de la contribution de la communauté tamoule dans le développement de Maurice. Il dira que Maurice est l'un des rares pays où le gouvernement et l'Opposition sont unis pour dire non à la violence dont sont victimes les Tamouls au Sri Lanka. "J'ai sollicité le Premier ministre pour qu'il ne soit pas présent au dernier sommet du Commonwealth au Sri Lanka", avance-t-il. Même si Maurice a perdu l'opportunité d'organiser le prochain sommet du Commonwealth, il a exprimé son appréciation pour ce qu'a fait le Premier ministre. Au sujet d'une proposition faite par le Sri Lanka lors du sommet de la COI pour être observateur, Paul Bérenger a demandé que le Premier ministre dise non.

Concernant la réforme électorale, il fait ressortir que c'est un grand pas et que la communauté tamoule sera aussi égale dans sa représentation. Paul Bérenger souligne qu'il est important de connaître les actionnaires du projet CT Power et que le feu vert pour réaliser ce projet ne sera pas donné si les conditions exigées ne sont pas respectées. Au sujet d'Air Mauritius, il a vivement critiqué son CEO, André Viljoen, et a déclaré qu'il "n'a aucune confiance en lui". Il a aussi exprimé son inquiétude sur l'achat de nouveaux avions. Selon lui, il y a un 'digne fils du sol' qui peut reprendre les rênes d'Air Mauritius.

http://www.lematinal.com/news/local/4576-coi-maurice-ne-votera-pas-en-faveur-du-sri-lanka.html

HZK Agence Comorienne de Presse **La Gazette** des Comores
Quotidien Indépendant d'Information Générale

L'Union des Comores accueille son premier sommet

Like 1 Tweet 0 Pin it Share

Moroni, capitale de l'Union des Comores, accueille pour la première fois le sommet des chefs d'Etat et de gouvernement des pays membres de la commission de l'Océan Indien, ce samedi 26 juillet. Cette quatrième rencontre des chefs d'Etat et de gouvernement de la région, qui participent à leur premier sommet de la région, sera précédée de la réunion du Conseil des ministres des Affaires étrangères qui s'ouvre ce matin à l'Hôtel Itsandra.



Le président des Comores, Ikililou Dhoinine, le président malgache, Hery Rajaonarimampianina, le président des

Hollande, qui avait confirmé sa participation aux travaux a annulé le voyage, à l'heure où nous mettions sous presse, suite au crash du vol d'Air Algérie, survenu dans la nuit de mercredi à Jeudi.

Leurs ministres des Affaires étrangères sont déjà à Moroni depuis hier, jeudi. Ils vont se réunir en conseil ce matin à l'Hotel Itsandra, après celle des Officiers Permanents de Liaison qui a eu lieu jeudi.

Trente ans après l'accord de Victoria, quelques-unes des questions clés pour l'avenir de l'organisation seront abordées au cours de ce sommet. A l'ordre du jour de cette conférence figurent plus de 10 questions. Le changement d'appellation de l'organisation, proposé par le Secrétaire général de la COI, Jean Claude de l'Estrac, lors de la célébration du 30ème anniversaire de l'Accord de Victoria, figurent parmi les points cruciaux à débattre.

Les pays membres ont déjà accueilli favorablement cette proposition, à l'exception des Comores. L'archipel des îles de la lune craint une manœuvre visant à faciliter l'intégration de Mayotte dans l'organisation en tant qu'entité distincte.

L'élargissement et l'approfondissement de la COI seront également débattus, surtout que le Sri Lanka et Les Maldives ont exprimé leur intérêt d'y adhérer. La gestion des risques de catastrophes ainsi que l'environnement occuperont aussi une part importante dans cette rencontre.

Les États membres devraient également se pencher sur de nouvelles sources de financement car à ce jour, 70% des fonds de la COI proviennent de l'Union européenne. Les rencontres précédentes avaient déjà insisté sur l'implication plus forte de ses pays membres et sur l'autonomie financière de l'organisation régionale.

La connectivité, aérienne, maritime, numérique, audiovisuelle figure aussi à l'ordre du jour de ce sommet. Il sera en particulier question de faciliter les échanges et la circulation entre les États membres. Le secrétaire général de la COI a même déjà déclaré qu'un plaidoyer pour une stratégie régionale du transport aérien, « Les Ailes de l'Indianocéanie » a déjà été élaboré et attend l'approbation des gouvernements.

La question de Mayotte aura une place prépondérante pour la partie comorienne et française, même si elle ne figure pas sur le programme officiel. L'opinion publique comorienne s'attend à ce que le président Ikililou Dhoinine appelle à la solidarité des États membres de la COI pour la défense de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des Comores. Les acteurs politiques et de la société civile ont déjà dénoncé l'indifférence de la Commission de l'Océan Indien et appellent les gouvernements à faire « preuve de responsabilité en

A noter que le 29ème Conseil des ministres de la COI s'est tenu à Moroni au mois d'avril dernier. L'Union des Comores a légué la présidence du Conseil de la COI à Madagascar.

Al-hamdi Abdillah Hamdi

Comores : Le 4e sommet de la Commission de l'Océan Indien annulé

25 Juillet 2014

Le 4e sommet de la Commission de l'Océan Indien (COI) qui devait s'ouvrir demain samedi 26 juillet 2014 aux Comores a été annulé par le président comorien, Ikililou Dhoinine, "*en signe de solidarité*" dans le sillage de la récente catastrophe aérienne du vol d'Air Algérie AH 5017 au dessus du Nord-Est du Mali et qui a coûté la vie notamment à 51

ressortissants français. Le 4e sommet de la COI est donc officiellement reporté sine die. Pour rappel, le président de la République française, François Hollande, avait dès jeudi soir annulé son déplacement dans l'Océan Indien (île de la Réunion, Comores et Mayotte).

http://www.indian-ocean-times.com/Comores-Le-4e-sommet-de-la-Commission-de-l-Ocean-Indien-annule_a4143.html

*IMAZPRESS
l'image au service de l'info

En signe de solidarité avec la France, le Sommet de la COI est reporté

25 Juillet 2014

Le IVème Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de la Commission de l'océan Indien (COI), prévu de se tenir le 26 juillet à Moroni, est reporté. Ce renvoi a été décidé compte tenu de l'émoi suscité par la catastrophe du vol Air Algérie, faisant plus de 116 victimes dont 51 Français. Le président de la République Française, S.E.M. François Hollande, a informé le président de la République des Comores, S.E.M. IkililouDhoinine, hôte du Sommet, de la nécessité de reporter sa participation au Sommet et son déplacement dans l'océan Indien. Comprenant cette nécessité et après consultation avec ses pairs, le président S.E.M. Ikililou Dhoininea décidé de reporterle IVème Sommet de la COI.



Cette décision a été communiquée lors d'une réunion d'information, ce vendredi 25 juillet, par S.E.M El Anrif Said Hassane, ministre des Relations extérieures et de la Coopération de l'Union des Comores. " *La France, membre de notre organisation régionale, et partenaire privilégié de nos pays, a été durement touchée par cette catastrophe aérienne. C'est pourquoi, en signe de solidarité, la décision a été prise de reporter le IVème Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement* ", a annoncé le ministre comorien.

La ministre des Affaires étrangères de la République de Madagascar et présidente du Conseil de la COI, S.E. Mme Arisoa Lala Razafitrimo, a souligné la vive émotion qu'a suscité la catastrophe aérienne et l'esprit de cohésion qui préside aux relations des pays membres de la COI.

Le Secrétaire général de la COI, S.E.M. Jean Claude de l'Estrac, a rencontré le président de l'Union des Comores, S.E.M. Ikililou Dhoinine, peu avant la réunion d'information à laquelle ont participé l'ensemble des chefs de délégation des pays membres. Il a indiqué le souhait exprimé par le président de l'Union des Comores de réunir les chefs d'Etat et de gouvernement en Sommet dans le courant du mois d'août. La date exacte du report de l'évènement doit encore être discutée et agréée par tous les pays membres.

Le ministre mauricien des Affaires étrangères, de l'Intégration régionale et du Commerce international, S.E. Dr ArvinBoolell, et son homologue des Seychelles, S.E.M. Jean Paul Adam, ont également fait part de la sympathie de leur gouvernement respectif et salué les efforts consentis par l'Union des Comores pour l'organisation de cet événement. En effet, les autorités comoriennes ont déployé des efforts conséquents et hautement appréciés pour faire de la rencontre prévue un succès. L'ensemble du travail accompli par l'Union des Comores servira utilement le Sommet qui se tiendra ultérieurement.

S.E. Mme Claudine Ledoux, Ambassadeur déléguée à la Coopération dans la zone de l'océan Indien, représentant la Secrétaire d'Etat au Développement et à la Francophonie de la République Française, a remercié les représentants des pays membres de la COI pour les " *paroles de réconfort* " et la compréhension, de tous, de la décision du président S.E.M François Hollande de reporter sa visite dans l'océan Indien et la tenue du Sommet. " *La COI, c'est une famille. Quand l'un d'entre nous est blessé, c'est tout le monde qui souffre* ", a déclaré S.E. Mme Ledoux précisant que " *la solidarité qui nous unit nous permet de traverser des épreuves et de relever aussi les défis de notre avenir* ".

http://www.ipreunion.com/actualites/reportage/2014/07/25/communique-de-la-commission-de-l-ocean-indien-en-signe-de-solidarite-avec-la-france-le-sommet-de-la-coi-est-reporte,26494.html

Un accord global entre la France et les Comores avant tout «tripatouillage» de la Coi

Le tragique accident de l'avion d'Air Algérie, qui a coûté la vie à 118 passagers et membres d'équipage dont 54 Français, a bouleversé le calendrier de la tenue à Moroni du sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de la Commission de l'Océan indien (Coi). Dès l'annonce du report du voyage de François Hollande dans la région, le ministre comorien des Relations extérieures, Saïd Hassan El-Anrif informe que *«le gouvernement, en concertation avec les chefs d'Etat de la région, décide de reporter la date du sommet»*.

Cette quatrième rencontre des chefs d'Etat et de gouvernement de la Coi devait avoir comme thème: «L'Indianocéanie, un avenir à bâtir ensemble». Un sujet large qui va permettre d'évaluer le bilan de la Commission et son apport en matière de solidarité et de croissance. Dans sa finalité, la Coi espérait faire évoluer les choses pour faciliter la circulation des biens et des personnes dans cet espace jugé *«trop fermé»*.

Entre les Comores et la France, un litige territorial existe, une partie du territoire comorien n'étant toujours pas libérée. Par une décision unilatérale française (l'introduction du visa Balladur), les Comores subissent 20 ans de séparation complète entre les îles. Depuis, l'Etat comorien est réduit à compter ses morts en mer, qui ont atteint le chiffre de 20.000. Aucun pays de la Commission de l'Océan indien ne vit ou ne subit un tel drame dans cet espace. Accueillir le sommet dans notre pays, sans en faire le principal sujet, serait une injure à la mémoire des victimes.

«Culpabilité comorienne»

Par un jeu de négociation d'accords infinie, on nous a conduits à admettre que la responsabilité des naufrages est *«comorienne»*. On est réduit à chercher la seule solution à Ndzuani en brûlant les vedettes, alors que le réseau criminel du dispositif du visa Balladur, enrichit les compagnies aériennes et maritimes qui transportent les expulsés et entretient les ramifications des réseaux maffieux du trafic des *kwasa* au niveau des quatre îles.

Ces naufrages ne sont que la conséquence de ce conflit territorial. La France, avec des complicités comoriennes a réussi à soustraire de l'ordre du jour de l'Onu, la question de Mayotte, alors que New York a justement la responsabilité principale de régler les conflits frontaliers et d'assurer la paix entre les Nations. La France qualifie d'intelligents les Comoriens qui admettent que *«la culpabilité est comorienne»*, à médailler les nationaux qui ont *«évolués»* dans le discours. Ceux qui ont changé de fusil d'épaule ou changé de camp sont glorifiés.

Un et indivisible !

Certains n'hésitent plus à piocher dans les erreurs du passé pour justifier les bourdes du présent. Qu'on se le dise! L'Unité de l'archipel est un fait historique. Le droit interne français a toujours reconnu cette Unité. L'Assemblée nationale française, durant toute la période coloniale, a toujours traité les Comores comme une seule et unique entité composée de *«quatre îles principales»*. Les lois du 25 juillet 1912 portant «rattachement des îles de Mayotte, Anjouan, Mohéli et Grande-Comore» à Madagascar, la loi n°46-973 sur l'autonomie administrative des Comores et la loi n°61-1412 sur l'autonomie interne des Comores constituent autant de preuves que la France a toujours reconnu l'Unité de l'archipel.

La France a réussi à maintenir les discussions entre les deux pays au niveau de simples commissions techniques. Les rounds tournent autour de quatre sujets sans réussir à dégager du concret. On palabre depuis vingt ans sur les questions de circulation des personnes et des biens, le contrôle des flux migratoires, le développement des échanges commerciaux et le renforcement de l'intégration régionale de Mayotte.

Réintégration progressive

En 2007, les présidents Sarkozy et Sambi étaient tombés d'accord sur un point: *«le temps est venu de dépasser le conflit de la souveraineté sur Mayotte et se concentrer sur le développement harmonieux des quatre îles de l'archipel géographique, au bénéfice des populations»*. Dans le fond, la France demande simplement aux Comores d'oublier cette partie du territoire en échange de quelques *«piastres»*.

Le Groupe de travail de haut niveau (Gthn), instance franco-comorienne mis en place, avait pour objectif de rédiger *«un accord pour faciliter l'insertion de Mayotte dans son environnement géographique»*.



Rien d'autres. Les deux présidents Sarkozy et Sambi s'étaient convenu, lors de leur entretien, que *«le rattachement de Mayotte aux Comores devait être recherché par l'intégration économique entre les îles et le renforcement de l'Etat de droit aux Comores, pour les rendre plus attractives vis-à-vis de Mayotte»*.

Le grand projet de texte du Traité entre la France et les Comores avait, en un premier temps, été intitulé *«la circulation des personnes et des biens, la coopération régionale et la Communauté des îles»*. Cette formule de la *«communauté»*, rejetée au niveau des discussions bilatérales, a soudainement refait surface, cette fois, dans un cadre multilatéral. Paris chercherait aujourd'hui à nous l'imposer à la place de la Commission de l'Océan indien.

La suspension des travaux du Gthn par la partie comorienne n'a été que la conséquence de l'organisation du référendum sur la *«départementalisation»* de Mayotte (29 mars 2009) et de la radicalisation des positions françaises.

Fondements de la Nation

Avec le président Ikililou Dhoinine, la France signe une déclaration d'amitié. Des documents sur la circulation des biens et des personnes paraphés par la suite à Paris donnent la part belle à la France qui se trouve confortée dans sa présence à Mayotte. Le chef de l'Etat comorien annonce qu'un contre projet est soumis à la France. Mais avant que les deux parties comorienne et française ne signent cet accord, la Commission de l'Océan indien s'apprêtait justement à faire avaliser une nouvelle configuration politique de la commission qui risque d'ébranler les fondements de la Nation comorienne.

Un accord politique global entre les Comores et la France aiderait à chasser les gros nuages noirs qui s'accumulent sur les relations entre les deux pays. La commission paritaire doit se mettre au travail avant de songer à *«tripatouiller»* sur des dénominations ambigües dans une organisation régionale qui ne s'est jamais penchée sur nos problèmes de souveraineté, d'unité, d'intégrité.

Ahmed Ali Amir

COMMISSION DE L'OCÉAN INDIEN

AVIS D'APPEL A MANIFESTATION D'INTERET
N° COI/AO/2014/111
pour le recrutement d'un cabinet d'audit

Dans le cadre de la mise en oeuvre du projet « Veille sanitaire Océan Indien », le Secrétariat Général de la Commission de l'Océan Indien lance un Appel à Manifestation d'Intérêt pour le recrutement d'un cabinet d'audit pour assurer la vérification et la certification des dépenses engagées sur ce projet.

Le dossier complet peut être obtenu comme

- Au Service des marchés et contrats à l'adresse e-mail suivante : gilbert.andrianantoanina@coi-ioc.org; pascal.rakoto@coi-ioc.org

La date limite de dépôt de dossier est fixée au **Lundi 18 août 2014 à 16h30** (heure de Maurice)

Blue Tower, 3ème étage, Rue de l'Institut, Ebène,

Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de la Coi

Les Opl ont donné le la des travaux préparatoires

«Les Comores ont réussi en peu de temps à produire d'excellents résultats», a déclaré hier, en marge de la réunion des Opl (Officiers permanents de liaison), le secrétaire général de la Commission de l'océan Indien (Coi), au sujet des préparatifs du sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de la région, prévu demain, samedi 26 juillet à Moroni.


Réunion des Opl

De la réunion des Officiers permanents de liaison (Opl), qui s'est tenue hier, jeudi 24 juillet, à l'hôtel Retaj, rien n'a filtré ou presque. Chargés d'élaborer l'ordre du jour du Sommet du 26 juillet, ces hauts fonctionnaires de la Coi se sont refusés à toute déclaration à la presse avant *«de rendre compte des résultats des travaux à nos supérieurs»*, entendez les ministres des Affaires étrangères, qui doivent se réunir ce matin à l'hôtel Itsandra pour valider les propositions des Opl. A peine sait-on que la réunion a duré plus de temps que prévu.

Si certains sujets, plus consensuels, n'ont pas fait l'objet de long débat, d'autres ont plutôt donné lieu à des *''échanges sucrés''*, voire à...une suspension de séance. C'est le cas de la dénomination de la Coi qui, comme un serpent de mer, s'invite depuis six mois sur la table des discussions. «*On nous a mal compris. Nous n'avons jamais été opposés à ce qu'il y ait débat sur le sujet, nous avons juste demandé le report de ce thème'»*, tenait à faire savoir un membre de la délégation comorienne. Sur ce sujet, Jean Claude de l'Estrac, secrétaire général de la Coi, s'en est sorti avec cette pirouette : «*Ce sont les ministres des Affaires étrangères qui vont décider ou qui vont décider de ne pas décider».*

Pour le reste, les travaux se sont déroulés normalement. A en croire toujours de l'Estrac, le thème central du sommet tournera autour de la *''connectivité». «Aujourd'hui, la mobilité au sein de l'espace Coi est problématique, le coût de transport est élevé, les échanges économiques et commerciaux sont difficiles; il faut faire quelque chose»*, a-t-il dit. L'intitulé du thème de ce IVème sommet est «*Indianocéanie, un avenir à bâtir ensemble»*.

L'Indianocéanie désigne désormais les Etats représentés au sein de la Commission de l'océan Indien, «*des pays géographiquement proches, partageant un même océan, une même histoire, collectivement isolés et éloignés du reste du monde, des pays qui ont intérêt à se rapprocher davantage, à mettre en commun leurs moyens, pour chercher à peser dans les affaires du monde»*, a déclaré Jean Claude de l'Estrac, en juillet 2012.

Le secrétaire général du ministère comorien des Relations extérieures (Mirex), Inzoudine Houdhoer, qui assure cumulativement les fonctions d'Opl, s'est réjoui de la qualité des échanges et du climat général dans lequel se déroulent les travaux de la réunion des officiers.

Le Conseil des ministres s'ouvre ce vendredi 25 juillet à l'hôtel Itsandra, dernier rendez-vous avant le Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de la région.

Mi

IVème sommet de la COI

Al-watwan
Le premier journal des Comores

Al-watwan du 25/07/2014

IVeme sommet de la COI

Un sommet comorien

Moroni ne se reconnaît plus, elle a mis ses habits neufs de l'Ide-el-fitr, et s'est métamorphosée dans ses apprêts de l'accueil du IVème sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de la Commission de l'Océan Indien. Depuis plus de deux semaines déjà, les rues de la capitale sont pavoisées de grands portraits d'ensemble de Ramgoolam, Ikililou, Rajaonarimampianna, Hollande et Alix Michel, respectivement Premier Ministre mauricien, Présidents comorien, malgache, français et seychellois, sous le slogan prometteur «*La Coi, une famille unie dans la diversité*».

Pour l'occasion, le gouvernement comorien a mis les petits plats dans les grands et la commission en charge de la préparation et de l'organisation de cette rencontre au sommet, dirigée par l'ancien ministre, Abdouroihime Saïd Bacar, est à pied d'œuvre depuis plusieurs mois. Cette première pour les Comores met à rude épreuve les services protocolaires, administratifs compétents et sécuritaires qui font là une sorte de baptême du feu. Avant l'indépendance et après, il est arrivé en de très rares occasions que le pays reçoive pour quelques heures la visite d'un chef d'Etat, ce qui est loin de ressembler au présent exercice où nous recevons quatre hautes autorités, un Premier ministre et trois présidents.

Avoir les questions inscrites à l'ordre du jour de ce IVème sommet, on est tenté de dire que la Coi joue son devenir à Moroni : le changement de dénomination, un petit arbre qui cache mal une immense forêt de perfidie, les défis des changements climatiques, le rapprochement des îles par le numérique, les transports, la circulation des biens et des personnes. La Coi sortira renforcée de ce sommet ou tombera dans un terrible affaiblissement.

Ce sommet de la Coi est comorien et pas seulement parce qu'il se tient à Moroni, et pas seulement parce que c'est une première pour les Comores, mais en raison de l'enjeu majeur de son ordre du jour. La question de la dénomination a empoisonné les travaux de préparation. Il faut espérer que la sagesse l'emportera et que les quatre autres membres de la Coi, et notamment la France, comprendront qu'on ne peut demander à personne d'accepter son propre démembrement.

Les chefs d'Etat et de gouvernement qui viennent à Moroni savent que quoique et même parce que en conclave, ils sont attendus par leurs peuples, qui exigent, enfin, et de plus en plus fortement des politiques communes, audacieuses et solidaires de développement.

Mohamed Abdou Soimadou

Seychelles NATION

Le 4e sommet de la COI reporté

26-July-2014

La Commission de l'Océan Indien (COI) a reporté sine die son 4ème sommet prévu ce samedi 26 juillet dans la capitale comorienne, Moroni.

Selon un communiqué du Ministère des Affaires étrangères, le report s'est imposé en guise de solidarité avec le drame de l'accident de l'avion de la compagnie Air Algérie qui a fait de nombreuses victimes à majorité française.

« En signe de solidarité avec la France, le sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de la COI est reporté », a annoncé hier le site de la Commission de l'Océan indien. « Ce renvoi a été décidé compte tenu de l'émoi suscité par la catastrophe du vol Air Algérie, faisant plus de 116 victimes dont 51 Français », a-t-il précisé.

L'avion d'Air Algérie, qui assurait la liaison entre Ouagadougou et Alger, s'est écrasé jeudi au Nord Mali.

Le Président français, M. François Hollande qui avait prévu un déplacement dans les départements de l'Océan Indien – La Réunion et Mayotte – avant de participer aux travaux du sommet de Moroni, a finalement annulé son voyage en raison des circonstances citées plus haut.

Le Président de la République Française, a, selon les informations de la Commission de l'Océan indien, informé le Président de la République des Comores, M. Ikililou Dhoinine, hôte du sommet, de la nécessité de reporter sa participation au sommet et son déplacement dans l'Océan Indien. Comprenant cette nécessité et après consultation avec ses pairs, le Président Ikililou Dhoinine a décidé de reporter le IVe Sommet de la COI. Une nouvelle date sera fixée ultérieurement, a expliqué une source proche de la COI.

Cette décision a été communiquée lors d'une réunion d'information, hier, par M. El Anrif Said Hassane, Ministre des Relations Extérieures et de la Coopération de l'Union des Comores.

« La France, membre de notre organisation régionale, et partenaire privilégié de nos pays, a été durement touchée par cette catastrophe

aérienne. C'est pourquoi, en signe de solidarité, la décision a été prise de reporter le IVe Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement », a annoncé le ministre comorien.

Par ailleurs, aucune nouvelle date n'est pour l'heure fixée pour la tournée dans l'Océan Indien de M. Hollande, qui a dû annuler son déplacement en raison de la disparition d'un avion d'Air Algérie avec 51 Français à son bord, a-t-on appris jeudi soir à l'Elysée.

Ce 4e sommet consacré à la connectivité aérienne, maritime, numérique et télévisuelle entre les pays, ainsi qu'à l'intégration du Sri Lanka dans la COI devait se tenir sous le thème « Indianocéanie : un avenir à bâtir ensemble ».

Organisation intergouvernementale créée en 1982, la COI réunit cinq pays de la région Océan Indien occidental à savoir : Madagascar, les Seychelles, l'île Maurice, les Comores et la France (au titre du département de La Réunion).

http://www.nation.sc/article.html?id=242455

French.CHINA.ORG.CN

Le IVe sommet de la Commission de l'océan Indien reporté à une dateultérieure

26/07/2014

Le IVe sommet des chefs d'Etat et de gouvernement des pays membres de la Commission de l'Océan indien (COI), prévu à Moroni ce samedi, est reporté in extremis à une date extérieure, selon la décision du président comorien Ikililou Dhoinine, annoncée par son ministre des Relations extérieures El-Anrif Said Hassane vendredi.

Cette décision a été prise au lendemain du crash d'un avion d'Air Algérie dans le nord du Mali, avec à son bord 118 personnes, dont 54 Français.

Aussitôt après l'ouverture d'une réunion d'information du Conseil des ministres des Affaires étrangères, vendredi à Moroni, on a annoncé le report de ce sommet.

Le ministre comorien des Relations extérieures a fait savoir que la décision

de reporter le sommet avait été prise par solidarité au pays membre France/Réunion endeuillé, suite au crash de l'avion d'Air Algérie.

A cette occasion, la ministre des Affaires étrangères malgache et présidente du Conseil des ministres des Affaires étrangères de la COI, Razafitrimo Arisoa Lala, tout en compatissant avec le pays membre endeuillé au nom du président et du gouvernement de son pays, a souligné que "la solidarité prime sur tout et le sommet sera reporté".

Les ministres mauricien et seychellois, respectivement Arvin Boolell et Jean Paul Adam, ont exprimé les condoléances de leurs pays et salué la grandeur d'esprit des autorités comoriennes qui, malgré les efforts déployés, ont consenti de reporter le sommet.

Selon le secrétaire général de la COI, Jean Claude de l'Estrac a expliqué qu'il n'y aura pas de lourdeur à réorganiser le sommet, mais il se poserait un problème de calendrier des chefs d'Etat compte tenu des différents rendez-vous mondiaux et spécifiques à chaque Etat membre.

http://french.cri.cn/621/2014/07/26/581s394476.htm

Crash du vol Air Algérie: le sommet de l'océan Indien annulé

25-07-2014



Ikililou Dhoinine, le président élu des îles Comores à Moheli, 11 novembre 2010. Ibrahim Yossouf /AFP

Conséquence indirecte du crash, jeudi, de l'avion d'Air Algérie : la Commission de l'océan Indien (COI) vient d'annuler son sommet qui devait commencer ce vendredi. Une décision prise par le président des Comores, qui devaient accueillir l'évènement, en solidarité avec les victimes du vol et l'ambiance était grave lors de l'annonce de ce report.

Le moment fort de cette annonce du report du IV sommet des chefs d'Etat de la COI a été une minute de silence. 57 secondes précisément où tous les représentants des pays membres, les ministres des Affaires étrangères des cinq pays membres de la Commission de l'océan Indien se sont mis debout pour rendre hommage aux familles des victimes.

La représentante de la France, l'ambassadrice déléguée à la coopération dans l'océan Indien, Claudine Ledoux s'est ensuite exprimée d'une voix marquée par l'émotion. Elle s'est dite touchée par le témoignage « *d'amitié* » des pays membres. Elle a fait référence à la catastrophe similaire qu'a vécu les Comores lors du crash de la Yemenia Airways en juin 2009 qui avait fait 152 victimes.

Un report sine die

Jeudi soir, le président français, François Hollande avait appelé lui-même son homologue comorien, Ikililou Dhoinine, pour lui annoncer qu'il annulait sa venue à ce sommet. C'est ensuite que le chef de l'Etat comorien a décidé de le reporter l'évènement. Une décision qualifiée de « *sage* » par l'ensemble des représentants des pays membres.

A Moroni, les Comoriens croisés aux abords du lieu du sommet sont déçus que le président français ne vienne pas. Cela n'est, a priori, que partie remise puisque le président Dhoinine a déjà fait une nouvelle proposition de date pour la fin du mois d'août.

http://www.rfi.fr/afrique/20140725-crash-air-algerie-commission-ocean-indien-annule-son-sommet/#./?&_suid=140747415952205415074845399909

Pressafrik.com

Report du sommet de la COI aux Comores suite au drame d'Air Algérie

Autre conséquence de la catastrophe du vol Air Algérie, c'est l'annulation du 4e sommet des chefs d'Etats de la Commission de l'océan Indien qui devait se tenir ce samedi à Moroni, en Grande

Comore. François Hollande a annulé sa visite. L'annonce de ce report a été faite vendredi par les représentants des cinq pays membres de la COI (Comores, Madagascar, Maurice, Seychelles, France) réunis dans la capitale comorienne, lors de discours de solidarité dans une ambiance de recueillement...



François Hollande, ici le 25 juillet, est plus qu'attendu aux Comores, la dernière visite d'un président français dans l'archipel date d'il y a 24 ans. Reuters/Benoit Tessier

Une minute de silence, en hommage aux 118 victimes du vol d'Air Algérie. Jeudi 24 juillet, François Hollande a téléphoné à son homologue comorien Ikililou Doinine pour lui annoncer qu'il annulait sa venue au sommet des chefs d'Etat de la COI. « *S'il est une nation qui comprend bien le choc d'une telle catastrophe aérienne, c'est bien la nation comorienne* », a déclaré la représentante de la France, l'ambassadrice déléguée à la coopération dans l'océan Indien, Claudine Ledoux, en référence au crash de la Yéménia Airways au large des Comores en 2009, qui avait fait 152 victimes.

« *Ce n'est pas une déception, c'est un devoir pour nous d'être solidaires avec la France de montrer que nous sommes avec ce pays frère, avec ce pays ami, a* déclaré pour sa part Said Hassane, ministre comorien des Relations extérieures. *Donc aujourd'hui je me réjouis de voir que tous les pays de l'océan Indien ont manifesté leur solidarité avec nos amis français* ».

Sur proposition du président comorien, les cinq pays membres ont entériné le report de ce 4e sommet des chefs d'Etat de la Commission de l'océan Indien. Ikililou Doinine a déjà proposé une date, la 3e semaine du mois d'août. François Hollande est plus qu'attendu aux Comores, la dernière visite d'un président français dans l'archipel date d'il y a 24 ans, c'était François Mitterand en 1990.

Certains dossiers qui attendent François Hollande dans la zone sont épineux : l'Union des Comores revendique toujours Mayotte, département français depuis 2011. Autre conflit de souveraineté, les îles Eparses du canal du Mozambique, avec Madagascar cette fois-ci.

http://www.pressafrik.com/Report-du-sommet-de-la-COI-aux-Comores-suite-au-drame-d-Air-Algerie_a125018.html

IVe sommet de la Coi

La circulation routière sera fortement perturbée du 25 au 27 juillet à Moroni

Habituellement dense en fin du ramadan, la circulation routière dans la capitale sera perturbée, du 25 au 27 juillet, par l'organisation à Moroni ce samedi du IVe sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de la Commission de l'Océan indien (Coi). Un centre de commandement des opérations, composé de toutes les branches de l'armée comorienne, a été mis en place à la brigade de la gendarmerie de Moroni.

Selon de sources policières, des gendarmes français sont venus prêter main forte à la gendarmerie nationale pour coordonner les opérations. «*Nous avons sollicité leurs expériences dans ce genre d'évènements. Nous devons reconnaitre que c'est une première dans notre pays de recevoir autant de chefs d'Etat et de délégations étrangères*», concède-t-on à la gendarmerie de Moroni.

Une répétition en grandeur nature est prévue, ce matin, sur la route nationale 1 (Rn1), notamment entre l'Aéroport international Moroni prince Saïd Ibrahim (Aimpsi) et la station-service Istandra. «*Nous allons organiser des simulations le 24 juillet et à compter du 25, tous nos éléments seront sur le terrain*», a indiqué le chef de communication opérationnelle, le lieutenant Zakaria Abdallah.

Les choses sérieuses vont commencer, dès vendredi 25 juillet, avec l'arrivée du président malgache, Hery Rajaonarimampianina et de plusieurs délégations étrangères. «*Nous allons bloquer l'axe routier de l'aéroport jusqu'à Istandra pour ouvrir le passage des convois. Nous estimons que cela prendra à chaque fois 30 minutes par convoi*», prévient l'officier.

Mesures exceptionnelles

Les voitures pourront circuler en attendant le départ d'un autre convoi. «*Nous informons que seuls les poids lourds sont complètement interdits pendant ces trois jours. Les bus et les taxis pourront circuler mais il faut prévoir que la circulation sera perturbée*», soutient-il.

Le trafic sur cet axe stratégique sera très fortement interrompu le jour de l'évènement, samedi 26 juillet, avec l'arrivée des présidents seychellois et français et du premier ministre mauricien. «*Nous déconseillons à la population les déplacements le samedi dans la capitale. Nous pourrions être contraints de fermer la route à tout moment*», anticipe le lieutenant. Ce même jour, l'axe routier du palais présidentiel de Beit-Salam au Palais du peuple via Place Badjanani sera également interdit aux véhicules non accrédités.

Pour justifier ce dispositif particulier à quelques jours de l'*Aïd*, la gendarmerie point du doigt l'étroitesse de la route nationale. «*Nous sommes contraints de prendre des mesures exceptionnelles pour assurer une réussite de ce moment important pour notre pays*» insiste-t-il à la gendarmerie.

En restant bloqués de part et d'autre de l'aéroport pendant quelques heures, les voyageurs pourront subir plus de désagrément, ces trois prochains jours. Mais la gendarmerie affirme ne les avoir pas oubliés. «*Il n'est pas acceptable de retenir les gens à l'aéroport toute la journée. Nous allons, si la situation le permet, libérer la circulation pour permettre à tout un chacun de retrouver son domicile en toute sécurité*», assure enfin Zalaria Abdallah qui implore la compréhension et la patience de la population.


lieutenant Zakaria Abdallah, chef de communication

Toyb Ahmed

Al-watwan du 24/07/2014

Le directeur de l'Onusida invité au Sommet de la Coi

Le directeur exécutif de l'Onusida et secrétaire général adjoint des Nations Unies, Michel Sidibé, est l'un des invités de marque du IVè Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de la Commission de l'Océan indien (Coi), qui se tient à aux Comores le samedi 26 juillet. Il conduit une délégation qui est attendue à Moroni aujourd'hui.



La présence du directeur exécutif de l'Onusida à Moroni revêt une importance capitale pour les pays de la zone qui, depuis de nombreuses années maintenant, mettent leurs efforts en commun pour stopper la propagation de l'infection à Vih dans l'Indianocéanie.

Depuis 2002, les acteurs de la région en matière de lutte contre le Vih/Sida se rencontrent une fois par an lors du colloque Vih Océan indien. Des programmes de formation portés par la Commission de l'Océan indien (Coi), la Banque africaine de développement (Bad), Rive Océan Indien et d'autres partenaires, ont permis notamment d'assurer la prise en charge du Vih/sida dans la région.

L'objectif principal de la visite de Michel Sidibé vise à *«renforcer la collaboration de l'Union des Comores, la Commission de l'Océan indien avec l'Onusida, plus spécifiquement»*, peut-on lire dans un communiqué de presse de l'Onusida sur cette visite.

Ce renforcement de collaboration consiste à engager le pays dans la mise en œuvre de la Déclaration politique afin d'atteindre l'objectif Zéro, faire le plaidoyer pour le repositionnement du sida au sein du carde de développement Post 2015 et solliciter le soutien pour l'élaboration d'un plan régional pour les pays de l'Océan indien.

HZK Agence Comorienne de Presse — **La Gazette des Comores** — Quotidien Indépendant d'Information Générale

Le 4e sommet des chefs d'Etat et de gouvernement reporté à une date ultérieure

Like 8 Tweet 0 Pin it Share 3

Le président de l'Union des Comores vient d'ajourner le 4e sommet des chefs d'Etat et de gouvernement qui devrait se tenir demain samedi 26 juillet à Moroni. Cette décision fait suite au crash du Vol 5017 d'Air Algérie qui a coûté la vie à 51 français.

Le 4e sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de la Commission de l'Océan Indien devrait se tenir ce samedi à Moroni, mais à quelques heures de l'ouverture des travaux l'évènement a été ajourné sine die. Cette décision intervient suite au crash du Vol 5017 d'Air Algérie. Dans la nuit d'hier, le chef de l'Etat français, François Hollande a appelé son homologue comorien pour lui signifier qu'il ne peut pas se rendre au sommet étant donné la catastrophe qui venait de se produire la veille.

Le même soir, le président Ikililou Dhoinine a appelé à son tour ses homologues mauricien, seychellois et malgache pour leur faire part de l'idée de reporter le sommet. Ensemble, ils ont convenu de reporter la conférence à une date ultérieure. « Ce n'est pas un report de douleur mais un report de solidarité », a déclaré El-Anrif Said Hassane, le chef de la diplomatie comorien.

Une nouvelle date n'est pas encore fixée car cela va nécessiter une consultation des chefs d'Etat et de gouvernement des Etats membres de la COI. Mais compte tenu de différents agendas des uns et des autres, une première proposition a été faite. Il s'agit de tenir le sommet au cours de la troisième semaine du mois d'Août prochain. L'idée est de fixer la réunion dans les meilleurs délais. « Ce n'est pas une annulation mais c'est un report », a affirmé à son tour le secrétaire général de la COI.

M.Y.

HZK Agence Comorienne de Presse
La Gazette des Comores
Quotidien Indépendant d'Information Générale

07/08/2014

L'AND donne le ton

Like 0 Tweet 0 Pin it Share

Les militaires donnent le ton pour le 4ème sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de la COI. Et pour cause, ces derniers ont procédé ce mercredi matin, à la levée des drapeaux des pays membres de la commission, marquant ainsi le lancement des préparatifs du sommet prévu le 23 Août prochain.



A moins de deux semaines du sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de la Commission de l'Océan Indien, prévu le 23 Août à Moroni, l'Armée Nationale de Développement donne la couleur en procédant à la cérémonie de la levée des bannières des pays membres de la COI. Depuis le matin de ce mercredi, la couleur comorienne et l'emblème de la commission de l'Océan Indien flottent sur la place de l'Europe, le rond-point jouxtant le Café du Port dans le centre-ville de la capitale. La même cérémonie s'est déroulée au Palais du Peuple où est prévu de se dérouler le sommet.

Ici, les hommes d'Ibrahim Ahmada, chef du corps de l'Armée nationale, ont salué les 6 drapeaux des membres de la région indocéanique avant de les hisser. Pour le lieutenant Soilihi Adam, la « levée des couleurs des pays membres de cette organisation marque le départ des travaux du sommet ». A l'entendre, les travaux, en ce qui concerne la sécurisation des sites et des lieux où devront se tenir les rencontres, mais aussi les hôtels où devront séjourner les délégations, vont se poursuivre jusqu'au terme de l'évènement.

L'après-midi de ce même mercredi, la garde présidentielle est entrée à son tour dans la danse avec la répétition des motoristes qui vont sécuriser et accompagner pour la première fois les cortèges présidentiels.

Initialement prévu au 26 juillet dernier, le 4ème sommet de la COI a été ajourné par le pays organisateur suite au crash au Mali, d'un appareil de la compagnie Air Algérie provoquant la mort de plus 200 personnes dont une cinquantaine de nationalité française. « Un geste de solidarité » explique le palais de Beit-Salam, une décision qui aurait été approuvée par les « paires » du président comorien Ikililou Dhoinine.

Maoulida Mbaé

http://www.lagazettedescomores.com/spip.php?article3842

Témoignages
JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE Dr RAYMOND VERGÈS

Crash de l'avion d'Air Algérie : report du sommet de la COI en solidarité avec la France

Communiqué de la COI

25 juillet 2014

Le IVe Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de la Commission de l'océan Indien (COI), prévu de se tenir le 26 juillet à Moroni, est reporté. Ce renvoi a été décidé compte tenu de l'émoi suscité par la catastrophe du vol Air Algérie, faisant plus de 116 victimes dont 51 Français. Ci-après, le communiqué de la COI.

Le président de la République Française, François Hollande, a informé le président de la République des Comores, Ikililou Dhoinine, hôte du Sommet, de la nécessité de reporter sa participation au Sommet et son déplacement dans l'océan Indien. Comprenant cette nécessité et après consultation avec ses pairs, le président Ikililou Dhoinine a décidé de reporter le IVe Sommet de la COI.

Cette décision a été communiquée lors d'une réunion d'information, ce vendredi 25 juillet, par El Anrif Said Hassane, ministre des Relations extérieures et de la Coopération de l'Union des Comores. « La France, membre de notre organisation régionale, et partenaire privilégié de nos pays, a été durement touchée par cette catastrophe aérienne. C'est pourquoi, en signe de solidarité, la décision a été prise de reporter le IVe Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement », a annoncé le ministre comorien.

La ministre des Affaires étrangères de la République de Madagascar et présidente du Conseil de la COI, Mme Arisoa Lala Razafitrimo, a souligné la vive émotion qu'a suscité la catastrophe aérienne et l'esprit de cohésion qui préside aux relations des pays membres de la COI.

Le Secrétaire général de la COI, Jean Claude de l'Estrac, a rencontré le président de l'Union des Comores, Ikililou Dhoinine, peu avant la réunion d'information à laquelle ont participé l'ensemble des chefs de délégation des pays membres. Il a indiqué le souhait exprimé par le président de l'Union des Comores de réunir les chefs d'Etat et de gouvernement en Sommet dans le courant du mois d'août. La date exacte du report de

l'évènement doit encore être discutée et agréée par tous les pays membres.

Le ministre mauricien des Affaires étrangères, de l'Intégration régionale et du Commerce international, Dr Arvin Boolell, et son homologue des Seychelles, Jean Paul Adam, ont également fait part de la sympathie de leur gouvernement respectif et salué les efforts consentis par l'Union des Comores pour l'organisation de cet événement. En effet, les autorités comoriennes ont déployé des efforts conséquents et hautement appréciés pour faire de la rencontre prévue un succès. L'ensemble du travail accompli par l'Union des Comores servira utilement le Sommet qui se tiendra ultérieurement.

http://www.temoignages.re/politique/co-developpement/crash-de-l-avion-d-air-algerie-report-du-sommet-de-la-coi-en-solidarite-avec-la-france-79542.html

Zinfos974.com le journal qui oZe

Reporté en raison de l'absence de Hollande, le sommet de la COI se tiendra "très prochainement"



Minute de silence observée lors de la réunion d'information : de gauche à droite : Lala Razafitrimo, ministre des Affaires étrangères de la République de Madagascar et présidente du Conseil de la COI, Jean Claude de l'Estrac, Secrétaire général de la COI, El Anrif Said Hassane, ministre des Relations extérieures et de la Coopération de l'Union des Comores
Suite au crash de l'avion d'Air Algéria, avec 51 Français à bord, François Hollande a annoncé hier l'annulation de son voyage dans l'Océan Indien. Si le président devait, aujourd'hui et demain matin, se rendre sur notre île, où il était très attendu, le premier objectif de ce déplacement dans la

zone était la tenue du IVe Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de la Commission de l'Océan Indien, aux Comores, les 26 et 27 juillet.

Un Sommet qui est, du fait de l'absence du président français, *"reporté à une date ultérieure",* indique un membre de la COI présent aux Comores, qui précise que ce sommet se tiendra malgré tout *"très prochainement"*. *"Les Etats membres vont se réunir pour une nouvelle proposition de date, l'objectif étant de satisfaire l'ensemble des chefs d'Etats membres"*, assure la Commission. Une date qui coïncidera forcément avec l'agenda de François Hollande, qui sera présent pour ce sommet.

Voici le communiqué de la COI:

En signe de solidarité avec la France, le Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de la COI est reporté

Le 25 juillet 2014, Moroni, Union des Comores – Le IVème Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de la Commission de l'océan Indien (COI), prévu de se tenir le 26 juillet à Moroni, est reporté. Ce renvoi a été décidé compte tenu de l'émoi suscité par la catastrophe du vol Air Algérie, faisant plus de 116 victimes dont 51 Français.

Le président de la République Française, S.E.M. François Hollande, a informé le président de la République des Comores, S.E.M. IkililouDhoinine, hôte du Sommet, de la nécessité de reporter sa participation au Sommet et son déplacement dans l'océan Indien. Comprenant cette nécessité et après consultation avec ses pairs, le président S.E.M. IkililouDhoininea décidé de reporterle IVème Sommet de la COI.

Cette décision a été communiquée lors d'une réunion d'information, ce vendredi 25 juillet, par S.E.M El Anrif Said Hassane, ministre des Relations extérieures et de la Coopération de l'Union des Comores. *"La France, membre de notre organisation régionale, et partenaire privilégié de nos pays, a été durement touchée par cette catastrophe aérienne. C'est pourquoi, en signe de solidarité, la décision a été prise de reporter le IVème Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement"*, a annoncé le ministre comorien.

La ministre des Affaires étrangères de la République de Madagascar et présidente du Conseil de la COI, S.E. Mme Arisoa Lala Razafitrimo, a souligné la vive émotion qu'a suscité la catastrophe aérienne et l'esprit de cohésion qui préside aux relations des pays membres de la COI.

Le Secrétaire général de la COI, S.E.M. Jean Claude de l'Estrac, a rencontré le président de l'Union des Comores, S.E.M. IkililouDhoinine, peu avant la réunion d'information à laquelle ont participé l'ensemble des chefs de délégation des pays membres. Il a indiqué le souhait exprimé par le président de l'Union des Comores de réunir les chefs d'Etat et de

gouvernement en Sommet dans le courant du mois d'août. La date exacte du report de l'évènement doit encore être discutée et agréée par tous les pays membres.
Le ministre mauricien des Affaires étrangères, de l'Intégration régionale et du Commerce international, S.E. Dr ArvinBoolell, et son homologue des Seychelles, S.E.M. Jean Paul Adam, ont également fait part de la sympathie de leur gouvernement respectif et salué les efforts consentis par l'Union des Comores pour l'organisation de cet événement. En effet, les autorités comoriennes ont déployé des efforts conséquents et hautement appréciés pour faire de la rencontre prévue un succès. L'ensemble du travail accompli par l'Union des Comores servira utilement le Sommet qui se tiendra ultérieurement.
S.E. Mme Claudine Ledoux, Ambassadeur déléguée à la Coopération dans la zone de l'océan Indien, représentant la Secrétaire d'Etat au Développement et à la Francophonie de la République Française, a remercié les représentants des pays membres de la COI pour les *"paroles de réconfort"* et la compréhension, de tous, de la décision du président S.E.M François Hollande de reporter sa visite dans l'océan Indien et la tenue du Sommet. *"La COI, c'est une famille. Quand l'un d'entre nous est blessé, c'est tout le monde qui souffre"*, a déclaré S.E. Mme Ledoux précisant que *"la solidarité qui nous unit nous permet de traverser des épreuves et de relever aussi les défis de notre avenir"*.

Vendredi 25 Juillet 2014 - 12:30

http://www.zinfos974.com/Reporte-en-raison-de-l-absence-de-Hollande-le-sommet-de-la-COI-se-tiendra-tres-prochainement_a74255.html



EN " UNE " ACTUALITES

LGDC du Mardi 22 Juillet 2014 - Page 3

4ÈME SOMMET DE LA COI

Le commandant de la Gendarmerie annonce une perturbation de la circulation durant les travaux

Le sommet de la Commission de l'Océan Indien débutera samedi prochain. Le commandant de la Gendarmerie Nationale annonce une perturbation générale de la circulation. La sécurité du sommet sera assurée par le Groupement de Sécurité des Hautes Personnalités, avec le soutien de l'Etat major entres autres.

Le 4e sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de la Commission de l'Océan Indien (COI) se tiendra à Moroni samedi prochain. Le commandant de la Gendarmerie Nationale annonce une perturbation générale de la circulation dans la capitale et de la route menant à l'aéroport internationale Moroni Prince Said Ibrahim. « Dès le début du sommet, nous aurons un grand souci au niveau de la circulation. Elle sera en général perturbée dans la capitale, du 25 au 27 Juillet », déclare le lieutenant-colonel Abdallah Rafik, commandant de la gendarmerie.

Durant ces trois jours, beaucoup de routes seront fermées, notamment la route allant de la Corniche à Beit Salam, la route menant au Palais du Peuple mais aussi la route reliant la place de l'Indépendance à la place de France. « Toutes les routes seront fermées en raison des activités qui débutent le 25 juillet. A Moroni, on ne pourra pas circuler ou stationner sur la route de Badjanani. Les véhicules contrevenants seront saisis par la gendarmerie», assure-t-il.

Les axes routiers menant de la route nationale aux villages de Bwenidi par Hahaya, Oussivo, Batsa et Ntsoudjini seront temporairement interdits. Du côté de l'aéroport, la circulation des véhicules légers et taxi/mini bus sera fortement perturbée les 25 et 26 Juillet. Les poids lourds ne pourront pas circuler aux alentours de l'aéroport, du matin au soir, pendant toute cette période. « Cet axe sera ouvert par filtrage. Seuls les intervenants aéroportuaires y auront accès », indique le lieutenant colonel Abdallah Rafick.

Au niveau de la sécurité du sommet, c'est le Groupement de Sécurité des Hautes Personnalités (GSHP), avec le soutien de la Gendarmerie Nationale, des Forces Comoriennes de Défense (FCD), de la Police Nationale, de la Garde Côte, des services de protection civile (COSEP), des Services de Santé Militaire et SECURICOM, avec la coordination de l'Etat major, qui en assureront le service. « Actuellement, nous avons pris toutes les dispositions concernant l'hébergement et le transport des délégations», affirme le patron de la gendarmerie.

Mohamed Youssouf

LEMAURICIEN.COM
INDÉPENDANT D'INFORMATION ET D'OPINION

COOPÉRATION RÉGIONALE, A 24 h de l'ouverture : Le 4e sommet de la COI aux Comores reporté

25 juillet, 2014
Cette décision entérinée ce matin par le conseil des ministres de la COI, réuni à Moroni avec un message de solidarité adressé aux proches des victimes de la catastrophe aérienne au Mali avec 116 victimes, dont 51 Français



La décision a été prise de reporter le 4e sommet de la Commission de l'océan Indien (COI), prévu pour ce week-end aux Comores. La raison principale découle de la catastrophe aérienne survenue au Nord du Mali hier, ayant coûté la vie aux 116 passagers du vol d'Air Algérie, dont faisaient partie 51 Français. Le président de la république française, François Hollande – qui devait faire le déplacement dans cette partie de l'océan Indien à l'occasion de ce sommet régional – a donc pris la décision de rester à Paris pour suivre de près le déroulement des travaux de la cellule de crise, installée au Quai d'Orsay, pour mener l'enquête sur la cause de cette nouvelle catastrophe aérienne, la troisième en l'espace d'une semaine dans le monde. La réunion du conseil des ministres de la COI, prévue ce matin, devait entériner le report du sommet à une date ultérieure, devant être annoncée après consultations au plus haut niveau. Selon les recoupements d'informations effectués par Le Mauricien de sources diplomatiques aux Comores, la question du renvoi du sommet des chefs d'État et de gouvernement de la COI avait été évoquée une première fois jeudi soir avec la confirmation du lourd bilan pour la France dans la disparition des radars de l'appareil affrété par Air Algérie, un MD-83 de Swiftair, au décollage du Burkina Faso. L'annonce du report de la visite du président François Hollande avait été à la base de ces échanges diplomatiques.
Dans un premier temps, les consultations sur les différentes options devaient engager les ministres des Affaires étrangères de Maurice, des Seychelles et de Madagascar en présence du secrétaire général de la COI, Jean-Claude de l'Estrac, qui sont déjà aux Comores. Par la suite, le chef de la diplomatie malgache s'est entretenu avec son homologue des Comores, pays organisateur du sommet. La décision de principe du report

de ce 4e sommet avait été acquise avec la tenue d'une réunion formelle du conseil des ministres ce matin.Mais avant l'ouverture de ces délibérations ministérielles, le secrétaire général de la COI devait être reçu en audience par le Président de la République des Comores, Ikililou Dhoinine, afin de passer en revue la nouvelle situation d'urgence justifiant le chamboulement du programme de travail du sommet de la COI de ce week-end. De son côté, avec la confirmation de la décision, le Premier ministre, Navin Ramgoolam, qui s'apprêtait à se rendre aux Comores par un vol spécial demain, devrait annoncer l'annulation de cette mission à la sortie du conseil des ministres au Treasury Building en cours d'après-midi, alors que cela constituait sa première mission officielle d'une série de quatre à l'étranger en sept semaines.À Moroni, le conseil des ministres de la COI, qui prendra note du travail accompli par les Officiers de Liaison Permanents (OLPs) dans les différents États membres, devra également émettre un message de solidarité en faveur des parents des victimes du crash aérien d'Air Algérie au Nord du Mali hier. Ce matin, aucune date n'avait été arrêtée pour le prochain sommet devant se dérouler aux Comores.
Le report de la visite de François Hollande est ressenti de manière plus profonde à La Réunion, où il était attendu aujourd'hui. Le site internet Clicanoo.re fait état de la déception devant la tournure des événements en faisant ressortir : « La visite programmée aujourd'hui et demain dans notre département s'inscrivait en fait dans le cadre de son voyage aux Comores pour le sommet des chefs d'État des pays de la COI. Il voulait profiter de son passage dans le sud de l'océan Indien pour faire d'une pierre deux coups. Tout est tombé à l'eau. Malgré lui. »
Le renvoi du sommet de la COI devra permettre aux Etats membres de revoir leur copie par rapport à deux dossiers susceptibles de provoquer des remous. D'abord le projet de transformer la Commission de l'océan Indien est contesté de manière catégorique par les Comores et, ensuite, le projet d'échanges d'informations en matière de sécurité ne fait pas encore l'unanimité. C'est en effet ce qu'indiquent des sources ministérielles aux Comores.

François Hollande : « Il n'y a aucun survivant »

Il n'y a « aucun survivant » dans l'épave de l'avion d'Air Algérie qui s'est écrasé jeudi dans le nord du Mali, a annoncé ce matin le président français François Hollande, en précisant qu'une boîte noire avait été retrouvée. « Il n'y a hélas aucun survivant », a en effet déclaré le chef de l'État lors d'une brève allocution télévisée. « Une boîte noire a été récupérée et acheminée vers Gao » dans le nord du Mali par les militaires français qui ont sécurisé la zone, a-t-il ajouté, précisant que la boîte noire « pourra donc être examinée dans les meilleurs délais ».L'avion d'Air Algérie s'est écrasé jeudi matin, avec 116 personnes à bord, dont une cinquantaine de Français, moins d'une heure après son décollage de Ouagadougou pour se rendre à Alger. « Ce que l'on sait déjà, c'est que les débris de l'avion sont

concentrés sur un espace limité mais il est encore trop tôt pour tirer les conclusions, elles viendront. Il y a des hypothèses et notamment climatiques mais nous n'écartons aucune car nous voulons tout savoir sur ce qui s'est produit », a ajouté le président français. L'équipage espagnol de l'appareil avait signalé qu'il changeait de route « en raison de conditions météo particulièrement difficiles », avait indiqué jeudi le chef de l'État. « Le bureau enquête-accident qui dépend du ministère des Transports a été également envoyé sur place à travers ses experts et pourront ainsi mener là encore toutes les investigations nécessaires », a ajouté François Hollande.

http://www.lemauricien.com/article/cooperation-regionale-24-h-louverture-4e-sommet-la-coi-aux-comores-reporte

HZK Agence Comorienne de Presse

La Gazette des Comores

Quotidien Indépendant d'Information Générale

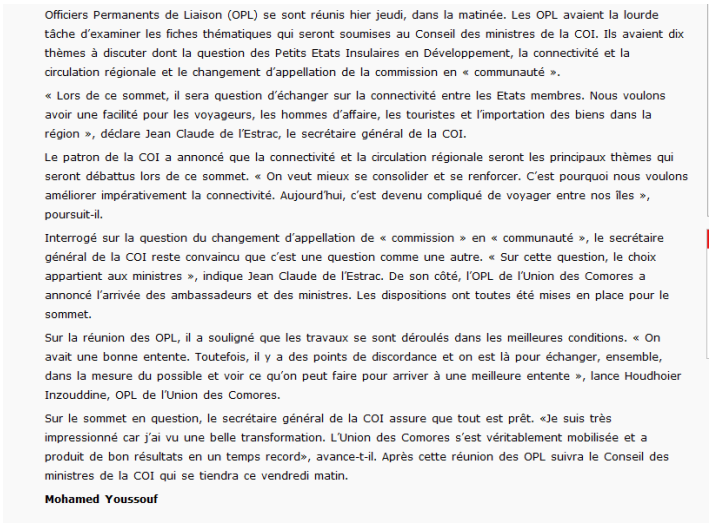
Suspense autour de la question du changement d'appellation de la COI

Like 2 Tweet 0 Pin it Share

La réunion des Officiers Permanents de Liaison s'est ouverte hier jeudi. L'occasion pour les OPL des 5 Etats membres de discuter sur les thèmes qui seront soumis aux ministres pour le Conseil extraordinaire des ministres de la COI.



A J-1 du 4e sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de la Commission de l'Océan Indien (COI), les Officiers Permanents de Liaison (OPL) se sont réunis hier jeudi, dans la matinée. Les OPL avaient la lourde tâche d'examiner les fiches thématiques qui seront soumises au Conseil des ministres de la COI. Ils avaient dix



Officiers Permanents de Liaison (OPL) se sont réunis hier jeudi, dans la matinée. Les OPL avaient la lourde tâche d'examiner les fiches thématiques qui seront soumises au Conseil des ministres de la COI. Ils avaient dix thèmes à discuter dont la question des Petits Etats Insulaires en Développement, la connectivité et la circulation régionale et le changement d'appellation de la commission en « communauté ».

« Lors de ce sommet, il sera question d'échanger sur la connectivité entre les Etats membres. Nous voulons avoir une facilité pour les voyageurs, les hommes d'affaire, les touristes et l'importation des biens dans la région », déclare Jean Claude de l'Estrac, le secrétaire général de la COI.

Le patron de la COI a annoncé que la connectivité et la circulation régionale seront les principaux thèmes qui seront débattus lors de ce sommet. « On veut mieux se consolider et se renforcer. C'est pourquoi nous voulons améliorer impérativement la connectivité. Aujourd'hui, c'est devenu compliqué de voyager entre nos îles », poursuit-il.

Interrogé sur la question du changement d'appellation de « commission » en « communauté », le secrétaire général de la COI reste convaincu que c'est une question comme une autre. « Sur cette question, le choix appartient aux ministres », indique Jean Claude de l'Estrac. De son côté, l'OPL de l'Union des Comores a annoncé l'arrivée des ambassadeurs et des ministres. Les dispositions ont toutes été mises en place pour le sommet.

Sur la réunion des OPL, il a souligné que les travaux se sont déroulés dans les meilleures conditions. « On avait une bonne entente. Toutefois, il y a des points de discordance et on est là pour échanger, ensemble, dans la mesure du possible et voir ce qu'on peut faire pour arriver à une meilleure entente », lance Houdhoier Inzouddine, OPL de l'Union des Comores.

Sur le sommet en question, le secrétaire général de la COI assure que tout est prêt. «Je suis très impressionné car j'ai vu une belle transformation. L'Union des Comores s'est véritablement mobilisée et a produit de bon résultats en un temps record», avance-t-il. Après cette réunion des OPL suivra le Conseil des ministres de la COI qui se tiendra ce vendredi matin.

Mohamed Youssouf

AfriqueJet

Commission de l'Océan Indien: sommet à Moroni aux Comores

25/07/2014

Le IVe sommet de la Commission de l'Océan Indien (COI) s'ouvre samedi à Moroni, aux Comores, avec la participation du président français, François Hollande, de ses homologues seychellois, James Michel, malgache, Hery Rajaonarimampianina et du Premier ministre mauricien, Navin Ramgoolam, a appris jeudi la PANA de source officielle, à Port-Louis.

Le sommet, dont la dernière édition remonte à 2005, aura pour thème 'Indianocéanie, un avenir à bâtir ensemble' Le Secrétaire général de cette organisation indocéanique, Jean-Claude de L'Estrac, a déclaré que ce sera l'occasion de faire le bilan de ce qui a été accompli durant la dernière décennie de coopération dans la région. 'Au total, 26 projets touchant les domaines les plus variés de la vie de l'Indocéanie, sur le plan politique et économique, sur le plan de la santé, de la culture et de l'environnement, au coût de 205 millions d'euros ont été réalisés', a-t-il indiqué. L'Union européenne a été le principal bailleur de fonds de cette organisation régionale. Selon M. de L'Estrac, ces projets sont déclinés en fonction des axes stratégiques. «Sous l'axe politique et diplomatique, la COI a contribué à la recherche d'une solution à la crise politique. Elle s'est aussi engagée aux Comores et aux Seychelles. Ce qui a fait émerger la COI comme un instrument de développement et de stabilité et aussi comme un organisme de promotion de la démocratie et de l'Etat de droit dans la région', a-t-il souligné. Sous l'axe économique et commercial, la COI

entend faire de la région un espace sécurisé 'qui est vecteur de croissance intelligente, non seulement pour la région, mais avec une ambition plus grande, une ambition intra-régionale pour nous renforcer, mutualiser nos ressources afin que la région soit collectivement plus forte pour pouvoir ensemble mieux se connecter au plus vaste monde', a-t-il ajouté. Selon lui, il faut 'impérativement' améliorer les connections entre les îles 'capables de faciliter les échanges d'idées, de personnes et de biens au service du développement économique, notamment du tourisme'. 'Nous avons beaucoup de projets sur la biodiversité, la protection de nos espaces marins, sur la pollution côtière, l'érosion et sur l'économie bleue, notre richesse de demain', a indiqué M. de L'Estrac parlant de l'axe environnemental. Pour lui, 5,5 millions de km carrés représentent une richesse fabuleuse à exploiter, les pays riches de demain étant ceux de la mer.

http://www.afriquejet.com/ocean-indien/10399-commission-de-l-ocean-indien-sommet-a-moroni-aux-comores.html

HZK Agence Comorienne de Presse
La Gazette des Comores
Quotidien Indépendant d'Information Générale

Portrait des chefs d'Etat et de gouvernement de la Commission de l'Océan Indien

Like 1 Tweet 0 Pin it Share

Comores : Ikililou Dhoinine

Ikililou Dhoinine, né le 14 août 1962 à Djoiezi, a fréquenté les Écoles primaires de Djoiezi et de Fomboni, le Collège rural et le Lycée de Fomboni. Il obtient son Baccalauréat scientifique en 1986 et s'inscrit au Département de Mathématiques et Sciences de l'École Nationale d'Enseignement supérieur (ÉNES) de Mvouni, en Grande-Comore pour une année, avant d'obtenir une bourse d'études. Il poursuit ses études à la Faculté de Médecine et de Pharmacie de l'Université Gamal Abdel Nasser de Conakry, en Guinée.
L'enfant de Djoiezi obtient le diplôme de préparateur en pharmacie en décembre 1994 à l'Université de Conakry. En 1994, il obtient le poste de responsable de la fabrication de médicaments à la Pharmacie Nationale Autonome des Comores (PNAC, à Moroni).
Responsable des pharmaciens remplaçants à la pharmacie de la Corniche de Moroni, il exerce cette fonction jusqu'en 2004. Le 26 mai 2006, Ikililou Dhoinine devient Vice-président de l'Union des Comores. De 2006 à 2009, il occupe la fonction de Vice-président chargé du ministère de la Santé, de la Solidarité et de la Promotion du Genre et celle de président du Comité de Coordination et de Mécanisme (CCM). De 2009 à début 2010, il est nommé Vice-président chargé du ministère des Finances, du Budget et de l'Entreprenariat féminin. Le 26 décembre 2010, Ikililou Dhoinine est élu à la magistrature suprême devenant ainsi le premier Mohélien à diriger le pays.

France/Réunion : François Hollande

Né en 1954 à Rouen (Seine-Maritime), François Hollande fêtera le 12 aout prochain, ses 60 ans. Son père, médecin de carrière ORL, est propriétaire d'une clinique à Rouen avant de se convertir dans l'immobilier à

laquelle il a eu quatre enfants, ces derniers se séparent en 2007. Diplômé des plus grandes écoles de France notamment HEC, Science Po et l'ENA, François Hollande rejoint le Parti Socialiste dès 1979. En 1981, il devient chargé de mission à l'Elysée à l'issu de l'élection de François Mitterrand à la présidence de la République. Elu en 1988 député de Corrèze, il perd son mandat en 1993 avant de cumuler deux mandats en 1997, député et Premier secrétaire du Parti Socialiste jusqu'en 2008 où il ravit à l'UMP, la présidence du Conseil général de la Corrèze.

Investit comme candidat du PS le 22 octobre 2011 et des Radicaux de gauche aux élections présidentielles, il sera élu président de la République le 6 mai 2012 à l'issue d'un deuxième tour en devançant Nicolas Sarkozy. François Hollande est le premier président Français célibataire.

Seychelles : James Alix Michel

Né en 1944 sur l'île de Mahé, James Alix Michel commence sa carrière professionnelle en tant qu'instituteur. Il s'est reconverti dans le tourisme, une activité lucrative après la construction de l'aéroport internationale dans cette île en 1971. Sa carrière politique, James Alix Michel la passera au coté de France-Albert René après le coup d'Etat pacifique qui le porte au pouvoir, le 5 juin 1977. Il occupera des fonctions ministérielles plus importantes comme celles de l'Economie. En 1996, il est nommé Vice-président de France-Albert René et lui succédera le 14 avril 2004. Candidat du Front Progressiste du Peuple des Seychelles, il est élu au premier tour des élections présidentielles des 29, 28 et 30 juillet 2006. James Alix Michel sera réélu aux élections présidentielles des 19, 20 et 221 mai 2011.

Madagascar : Hery Rajaonarimampianina

Hery Rajaonarimampianina est né le 6 novembre 1958 à Antsofi¬nondry. Il a une carrière professionnelle remplie en tant qu'universitaire et Directeur de l'Institut National des Sciences Comptables de l'Administration d'Entreprises (INSCAE), poste qu'il occupe jusqu'en 1995, tout en exerçant sa profession d'expert-comptable. En 2009, Hery Rajaonarimampianina intègre un gouvernement issu d'un coup d'État en qualité de ministre des Finances et du Budget. Il doit composer sans le soutien de la communauté internationale qui a été retiré au pays en raison de l'illégitimité de ce gouvernement, le tout dans un contexte économique mondial dégradé. Pendant quatre ans, il réussit à contenir l'inflation et à maintenir la stabilité de l'Ariary, l'unité monétaire malgache. Son administration paye également en temps et en heure les traitements des fonctionnaires et des

malgache. Son administration paye également en temps et en heure les traitements des fonctionnaires et des agents de l'État en réduisant par exemple de 90 % le budget de l'agriculture dans un pays qui compte 80 % de paysans. Il contribue à résoudre les crises sociales à répétition, liées au contexte économique de la Grande Île, dans les universités (enseignants, étudiants, personnels techniques), les milieux hospitaliers (médecins, paramédicaux) ou encore chez les agents des douanes. Il sera élu à la présidence de la République le 17 janvier 2014 et investit le 25 janvier 2014 à Mahamasina en présence de son adversaire qui a reconnu sa défaite quelques jours plus tôt.

Maurice : Navinchandra Ramgoolam

Né le 13 juillet 1947, Navinchandra Ramgoolam est le fils du « père de l'indépendance » mauricienne, Sir Seewoosagur Ramgoolam. Il était déjà Premier ministre de 1995 à 2000. Il bat le Mouvement militant mauricien de Paul Bérenger lors des législatives du 3 juillet 2005. Navin Ramgoolam fut élevé au rang de Grand officier de la Légion d'honneur par le président de la République Française Jacques Chirac lors de sa visite en France en mars 2006. Lors des élections législatives du 5 mai 2010, l'Alliance pour l'Avenir qu'il dirigeait a obtenu 41 des 62 sièges en jeu. Le 11 mai, il a été reconduit à ses fonctions de Premier ministre. Il est considéré par beaucoup de mauriciens comme le père de la renaissance de cette île la plus avancée économiquement de la Commission de l'Océan Indien. D'ailleurs, l'Aéroport Internationale, la plus grande et la plus moderne de la région, porte son nom.

Rassemblé par Maoulida Mbaé